

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1121

3 mai 2014

### SOMMAIRE

Chall'O Music International S.A. ....	53808	ImmoFinRe II .....	53766
Financière de Catalogne S.à r.l. ....	53764	INBC S.A. ....	53802
Five Arrows Secondary Opportunities III Co-Investments S.C.A., SICAR .....	53764	Indesit Company Luxembourg S.A. ....	53765
F&S Investholding S.A. ....	53764	Industrielogistik Verwaltung S.à r.l. ....	53766
Gallo S.A.H. ....	53763	Ingenico Investment Luxembourg S.A. ....	53766
Gene4Life SA .....	53767	International Business Machines of Bel- gium .....	53807
GIG Grundbesitz Immobilien S.à r.l. ....	53772	International Music Managers Forum ....	53788
Golding Private Debt Sicav-Fis VIII .....	53763	January Finance S.C.A. ....	53769
Grand International S.à r.l. ....	53763	Kopernik S.A. ....	53805
Great German Stores AZ .....	53763	Matrix La Gaude S.A. ....	53808
Greyswan Invest S.à r.l. ....	53763	MMK - Mining Assets Management S.A. .....	53762
H2O Spring Water S.A. ....	53764	SAP Green Business S.A. ....	53804
Hellas S.à r.l. ....	53765	Shata Productions S.A. ....	53762
Herta S.A. ....	53765	S III Projects S.à r.l. ....	53794
Humboldt Multi Invest B S.C.A., SICAV- FIS .....	53765	SK Consortium 2 S.à r.l. ....	53778
ICG EFV Luxembourg S.à r.l. ....	53766	Transnational Ventures S.A. ....	53762
ImmoFinRe Capital Partners S.A. ....	53766	Zebralia Holding S.à r.l. ....	53762

**Transnational Ventures S.A., Société Anonyme,  
(anc. Shata Productions S.A.).**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 136.783.

—  
- La société MONTEREY AUDIT, S.à r.l.,  
ayant son siège social à L-2163 Luxembourg et R.C.S. Luxembourg B 78.967.  
dénonce son mandat de Commissaire aux Comptes de la société:  
Transnational Ventures S.A., Société Anonyme,  
(anc. Shata Productions S.A.).  
R.C.S. Luxembourg B 136.783.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> janvier 2014.  
Philippe GAIN  
Gérant

Référence de publication: 2014033926/17.

(140038275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2014.

---

**Zebraia Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 159.257.

—  
*Extrait des décisions prises par le conseil de gérance en date du 25 février 2014*

Le siège a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2014.

Veillez noter que les adresses professionnelles de Madame Valérie PECHON, Madame Ingrid CERNICCHI et de Madame Laurence BIVER, gérants, se situent désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2014.

Luxembourg, le 3 mars 2014.  
Pour extrait et avis sincères et conformes  
Pour Zebraia Holding S.à r.l.  
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014033942/17.

(140037784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2014.

---

**MMK - Mining Assets Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37C, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 163.456.

—  
EXTRAIT

Monsieur Alexander Dovzhenok, demeurant au 12, Ocityabrskaya, apt. 34, Magnitogorsk, Chelyabinsk region, 455000 Russia, a démissionné en tant qu'administrateur A de la Société, avec effet au 29 janvier 2014.

et

Monsieur Michel E. Raffoul, demeurant au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-duché du Luxembourg, a démissionné en tant qu'administrateur B de la Société, avec effet au 4 février 2014.

et

Monsieur Daniel Tesch, demeurant au 20, rue Général Major Lunsford E. Oliver, L-2225 Luxembourg, Grand-duché du Luxembourg, a été nommé en tant qu'administrateur B de la Société, avec effet au 5 février 2014 et jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui approuvera les comptes annuelle au 31 décembre 2015.

Pour extrait sincère et conforme  
Pour MMK - Mining Assets Management S.A.  
Un mandataire

Référence de publication: 2014033811/20.

(140037997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2014.

---

**Greyswan Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 134.380.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014034692/10.

(140039782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

**Great German Stores AZ, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.  
R.C.S. Luxembourg B 134.703.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 4 mars 2014.

Référence de publication: 2014034691/10.

(140039724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

**Grand International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 168.163.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014034688/10.

(140039780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

**Gallo S.A.H., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 50.280.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014034695/10.

(140039269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

**Golding Private Debt Sicav-Fis VIII, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 178.956.

Mit Wirkung zum 1. März 2014 wurde der Geschäftssitz des Verwaltungsratsmitgliedes François Georges an folgende Adresse verlegt:

127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg

Luxemburg, den 5. März 2014.

Für die Richtigkeit namens der Gesellschaft  
Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2014034687/14.

(140039243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

**Financière de Catalogne S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2730 Luxembourg, 32, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 182.800.

---

*Extrait de la décision du gérant du 6 mars 2014*

Le gérant décide de transférer le siège social de la société du 3, rue Nicolas Adames, L-1114 LUXEMBOURG au 32, rue Michel Welter, L-2730 LUXEMBOURG, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2014034632/13.

(140039653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

---

**F&S Investholding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 53.128.

La soussignée, Gerard Ossevoort, gérant de la société Oxford Tax Advisory SA, ayant son adresse professionnelle, 117, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, atteste par la présente que la démission de son fonction comme administrateur délégué de la société à compter du 31 Janvier 2014 et atteste par la présente que la démission de la société Oxford Tax Advisory SA sa fonction comme Commissaire aux comptes de la société à compter du 31 Janvier 2014 et.

Luxembourg, le 31 Janvier 2014.

F&S Investholding Sàrl

Société de gestion de patrimoine familial (SPF)

Adresse 6 Rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg

Référence de publication: 2014034615/15.

(140039188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

---

**Five Arrows Secondary Opportunities III Co-Investments S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 167.385.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014034634/10.

(140039022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

---

**H2O Spring Water S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 107.490.

---

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue de manière extraordinaire à la date du 17 février 2014, que les mandats des administrateurs Mme Nicole Reinert, M. Marcel Recking et M. Ahti Vilppula ainsi que le mandat du commissaire aux comptes Gestacom S.A., ont été renouvelés et prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2014.

Pour avis et extrait conforme

*Le Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2014034734/16.

(140039093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

---

**Humboldt Multi Invest B S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 123.566.

Le bilan au 31 juillet 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 5 mars 2014.

Pour HUMBOLDT MULTI INVEST B S.C.A., SICAV-FIS

Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement spécialisé

RBC Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014034715/15.

(140038986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

---

**Hellas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 1, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 173.547.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014034724/10.

(140039852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

---

**Herta S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 146.798.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Dorin Popescou

Le mandataire

Référence de publication: 2014034726/13.

(140038974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

---

**Indesit Company Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 15.826.

*Décisions prises lors de la réunion du conseil d'administration du 25 octobre 2013*

Le conseil accepte les démissions de Messieurs Salvatore Desiderio et Daniele Spadarotto, avec effet au 24 octobre 2013.

Le conseil nomme en date d'aujourd'hui comme administrateur M, Maurizio Bernardi né à JESI (Italie) le 17 mai 1971, résidant 3, Via Campolungo, 1- 60035 JESI, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INDESIT COMPANY LUXEMBOURG S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2014034746/16.

(140039548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

---

**ImmoFinRe II, Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof, 9, route des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 145.540.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mars 2014.

*Pour IMMOFINRE II*

Référence de publication: 2014034738/11.

(140039562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

---

**ICG EFV Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 163.939.

La société a été avisée du changement d'adresse professionnelle qui se trouve dorénavant au 6D, route de Trèves, L2633-Senningerberg, pour les administrateurs suivants:

- Monsieur Cédric Bradfer;

- Monsieur Ronan Carroll;

Référence de publication: 2014034739/11.

(140038872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

---

**ImmoFinRe Capital Partners S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof, 9, route des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 153.699.

Les statuts coordonnés au 28/02/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 06/03/2014.

Me Cosita Delvaux

*Notaire*

Référence de publication: 2014034737/12.

(140039829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

---

**Industrielogistik Verwaltung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 1, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 140.380.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014034749/10.

(140039479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

---

**Ingenico Investment Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 116.512.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014034751/10.

(140039826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

---

**Gene4Life SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 182.092.

---

**DISSOLUTION**

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fourth day of December,

Before the undersigned, Maître Francis Kessler, notary resident in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

**THERE APPEARED:**

POLICHEM S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 57059 (the Sole Shareholder),

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, whose professional address is in Esch-sur-Alzette, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the Sole Shareholder and the undersigned notary, said power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it. The Sole Shareholder, represented as set out above, has requested that the undersigned notary record that:

- the Sole Shareholder holds all of the shares in Gene4Life SA, a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 182.092 (the Company);
- the Company was incorporated under the laws of Switzerland and migrated to the Grand Duchy of Luxembourg, pursuant to a deed drawn up by Maître Henri Hellinckx, a notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg dated November 14, 2013, in the process of being published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The Company's articles of association (the Articles) have not been amended since the migration of the Company;
- the Company's share capital is set at two hundred thousand Swiss Franc (CHF 200,000.-), represented by two hundred (200) shares in registered form, having a nominal value of one thousand Swiss Franc (CHF 1,000.-) each.
- the Sole Shareholder has full and complete knowledge of the Articles and of the Company's financial situation;
- the Sole Shareholder, in its capacity as sole shareholder of the Company, resolves to dissolve the Company with immediate effect and to put it into liquidation (liquidation volontaire);
- the Sole Shareholder resolves to act as liquidator of the Company;
- the Sole Shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, declares that:
  - (i) the activity of the Company has ceased;
  - (ii) the liquidation accounts have been prepared and show that all the known liabilities of the Company have been settled or fully provided for;
  - (iii) it will receive all of the outstanding assets of the Company; and
  - (iv) it will assume all hidden or unknown liabilities (if any);
- the Sole Shareholder approves the liquidation accounts of the Company dated 30 September 2013 (confirmed to be accurate as at the date of this deed by a statement of the board of directors of the Company);
- the Sole Shareholder waives the appointment of a liquidation auditor;
- the Sole Shareholder resolves to grant full discharge for the performance of their mandate and in connection with the liquidation accounts to the Board and to REVICONSULT S.à r.l. being the statutory auditor (commissaire aux comptes) of the Company.
- the Sole Shareholder resolves to transfer to it, as liquidation proceeds all the remaining assets of the Company, as set out in the liquidation accounts and to take all steps necessary to ensure that such transfers are enforceable against third parties;
- the Sole Shareholder resolves to confirm that the Company is hereby liquidated and the liquidation is closed;
- the Sole Shareholder resolves to keep the books, documents and records of the Company at 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg for a period of five (5) years after the publication of this deed in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and to pay any and all costs associated with the liquidation;
- the Sole Shareholder resolves to grant power to any lawyer or employee of Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l. and any employee of Capita Fiduciary Group S.A., each of them acting individually:
  - (i) to carry-out and perform any formalities necessary to complete and file any outstanding tax returns of the Company (including, but not limited to, tax returns relating to the current financial year, 2013); and
  - (ii) to undertake any formalities necessary in connection with filing the Accounts and closing the Company's liquidation, these powers expiring one (1) year after the closing of the Company's liquidation.

### Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the Sole Shareholder that this deed is drawn up in English and French, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the date first stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the Sole Shareholder's authorised representative.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-quatrième jour de décembre,

Par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg

#### A COMPARU:

POLICHEM S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social se situe 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 57.059 (l'Actionnaire Unique),

ici représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, de résidence à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec ce dernier.

L'Actionnaire Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire d'acter ce qui suit:

- L'Actionnaire Unique possède toutes les actions dans Gene4life S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social se situe 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.092 (la Société);

- La Société a été constituée selon les lois de Suisse et a migré au Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, daté du 14 novembre 2013, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis la migration de la Société;

- Le capital social de la Société est fixé à deux cent mille francs suisses (CHF 200.000,-) représenté par deux cents (200) actions sous forme nominative ayant une valeur nominale de mille francs suisses (CHF 1.000,-) chacune;

- L'Actionnaire Unique a une parfaite connaissance des Statuts et de la situation financière de la Société;

- L'Actionnaire Unique, en sa capacité d'actionnaire unique de la Société, décide de procéder à la dissolution de la Société avec effet immédiat et de la placer en liquidation volontaire;

- L'Actionnaire Unique décide d'assumer le rôle de liquidateur de la Société;

- L'Actionnaire Unique, en sa qualité de liquidateur, déclare que:

(i) l'activité de la Société a cessé;

(ii) les comptes de liquidation ont été préparés et indiquent que toutes les dettes connues de la Société ont été réglées ou pleinement provisionnées; et

(iii) qu'il reprendra tous les actifs restants de la Société; et

(iv) qu'il assumera les dettes cachées et inconnues (s'il y en a);

- L'Actionnaire Unique approuve les comptes de liquidation de la Société datés du 30 septembre 2013 (confirmés exacts à la date de cet acte par une déclaration du conseil d'administration de la Société);

- L'Actionnaire Unique renonce à la nomination d'un commissaire à la liquidation;

- L'Actionnaire Unique décide d'accorder pleine décharge pour l'exécution de leur mandat et en rapport avec les comptes de liquidation au Conseil et à REVICONCONSULT S.à r.l., le commissaire aux comptes de la Société;

- L'Actionnaire Unique décide de se transférer, comme boni de liquidation, tous les actifs restants de la Société, tels que définis dans les comptes de liquidation et de prendre toutes les mesures nécessaires pour rendre ces transferts opposables aux tiers;

- L'Actionnaire Unique décide de confirmer que la Société est par les présentes liquidée et la liquidation est clôturée; et

- L'Actionnaire Unique décide de conserver les livres, documents et registres de la Société au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg durant une période de cinq (5) ans après la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et de supporter tous les frais quels qu'ils soient associés à la liquidation;

- L'Actionnaire Unique décide de donner pouvoir à tout avocat ou employé de Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l. et à tout employé de Capita Fiduciary Group S.A., chacun d'eux agissant individuellement:

(i) d'effectuer et exécuter toutes les formalités nécessaires afin de compléter et enregistrer les déclarations fiscales manquantes de la Société (y compris, mais sans limitation, les déclarations fiscales relatives à l'exercice social 2013); et

(ii) d'entreprendre les formalités nécessaires pour le dépôt des Comptes et la clôture de la liquidation de la Société, ces pouvoirs expirant une (1) année après la clôture de la liquidation de la Société.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la demande de l'Actionnaire Unique, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et que, en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de l'Actionnaire Unique.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 janvier 2014. Relation: EAC/2014/257. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014031732/122.

(140035277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

**January Finance S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1475 Luxembourg, 37, rue du Saint Esprit.

R.C.S. Luxembourg B 136.255.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of December,

Before Us, Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned,

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of JANUARY FINANCE, S.C.A., a limited company by shares ("société en commandite par actions"), having its registered office at 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies ("Registre de Commerce et des Sociétés") under number B. 136.255 (the "Company"), incorporated by deed of the notary Maître Joseph Elvinger, residing in Luxembourg, on 22 January 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 631 dated 13 March 2008, page 30264 and which the articles of incorporation of the Company (the "Articles") have not been amended since the incorporation of the Company.

The meeting was chaired by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette, who appointed Mrs Brigitte MARTIN, private employee, residing professionally in Esch/Alzette as secretary. The meeting designated Mrs Brigitte MARTIN, private employee, residing professionally in Esch/Alzette as scrutineer.

The chairman declared and requested the notary to state that:

The Company's share capital is set at USD 50,000.- (fifty thousand United States Dollars) represented by 1 (one) share with unlimited liability (the "Unlimited Share") and 24 (twenty-four) shares with unlimited liability (the "Limited Shares"), with a par value of USD 2,000.- (two thousand United States Dollars) each.

The shareholders of the Company, holding together the whole share capital of the Company, are represented at the meeting. The proxies of the represented shareholders and the number of their Shares are shown on an attendance list, which after having been controlled by the proxies of the represented shareholders and by the members of the bureau of the general meeting, has been signed by the proxies and the members of the bureau.

This attendance list, as well as the proxies of the represented shareholders, after having been signed "ne varietur" by the parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present minutes and shall be registered together with these minutes.

It appears from said attendance list that all the shares in issue are represented at the present general meeting and the shareholders declare that they consider themselves duly convened and that they had prior knowledge of the agenda so that the meeting can validly decide on all items of the agenda.

The agenda of the meeting is as follows:

1. Discharge of the general partner ("gérant-commandité") of the Company;
2. Early dissolution and putting of the Company into liquidation;
3. Appointment of a liquidator of the company and determination of its powers; and
4. Miscellaneous.

Once the foregoing has been approved, the extraordinary general meeting of shareholders took the following resolutions:

*1. First resolution*

The Shareholders RESOLVE to GRANT full discharge ("quitus") to general partner ("gérant commandité") of the Company, January, S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), with a share capital of USD 20,000.-, having its registered office at 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies ("Registre de Commerce et des Sociétés") under number B 136.256 (the

“General Partner”), for all its activities and duties during and in connection with the current business year running from 1<sup>st</sup> January 2013 up to the date of the present meeting.

### 2. Second resolution

The Shareholders RESOLVE to DISSOLVE the Company, to PUT it voluntary into liquidation and to START liquidation proceedings.

The Shareholders NOTED that the Company subsists for the sole purpose of its liquidation.

### 3. Third resolution

The Shareholders RESOLVE to APPOINT GALANTHUS S.A., a public limited liability company (“société anonyme”), having its registered office at 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (“Registre de Commerce et des Sociétés”) under number B.135.351 (the “Liquidator”), as liquidator of the Company.

The Liquidator must realize the whole of the assets and liabilities of the Company. The Liquidator is exempted from the obligation of drawing up an inventory, and may in this respect rely fully on the books of the Company.

The Liquidator may under its own responsibility and regarding special or specific transactions, delegate such part of his powers as it may deem fit, to one or several representatives.

The Liquidator has the authority to perform and execute all transactions provided for in articles 144 and 145 of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended from time to time, without specific authorization therefore from the Sole Shareholder.

The liquidator may pay advances on the liquidation surplus after having paid the debts or made the necessary provisions for the payment of the debts.

The Liquidator shall be liable, both to third parties and to the Company, for the execution of the mandate given to it.

The Liquidator’s signature binds validly and without limitation the Company which is in the process of being liquidated.

THERE BEING NO FURTHER BUSINESS, THE MEETING WAS CLOSED.

### Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

### Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said appearing persons signed together with Us, the notary, the present original deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille treize, le vingt-sept décembre,

Par-devant Nous, Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand -Duché de Luxembourg, soussigné,

S’est tenue

l’assemblée générale extraordinaire des actionnaires de JANUARY FINANCE, S.C.A., une société en commandite par actions, ayant son siège social au 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B. 136.255 (la «Société»), constituée en vertu d’un acte reçu par le notaire Joseph Elvinger, de résidence à Luxembourg, le 22 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 631 du 13 mars 2008, page 30264 et dont les statuts de la Société (les «Statuts») n’ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

L’assemblée est présidée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, résidant professionnellement à Esch/Alzette, qui a nommé Madame Brigitte MARTIN, employée privée, résidant professionnellement à Esch/Alzette comme secrétaire. L’assemblée générale a élu Madame Brigitte MARTIN, employée privée, résidant professionnellement à Esch/Alzette comme scrutateur.

Le président déclaré et requit le notaire instrumentant d’acter ce qui suit:

Que le capital social de la Société est fixé à 50.000 USD (cinquante mille Dollars américains), représenté par 1 (une) action devant être détenue par un ou plusieurs actionnaire(s) avec une responsabilité illimitée (les «Actions de Com-

mandités») et 24 (vingt-quatre) actions devant être détenues par un ou plusieurs actionnaire(s) avec une responsabilité limitée (les «Actions de Commanditaires»), d'une valeur nominale de 2.000 USD (deux mille Dollars américains) chacune.

Que les actionnaires de la Société, détenant l'ensemble du capital de la Société, sont représentés à l'assemblée générale. Les mandataires des actionnaires représentés ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, contrôlée par les mandataires des actionnaires représentés et les membres de bureau, a été signée par les mandataires et les membres du bureau.

Cette liste de présence et les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les parties et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Que, comme le fait apparaître la liste de présence, l'ensemble des parts sociales est représenté à la présente assemblée générale et les actionnaires déclarent avoir été valablement convoqués et avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur l'ensemble des points inscrits à l'ordre du jour.

L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Décharge accordée au gérant-commandité de la Société;
2. Dissolution anticipée et mise en liquidation de la Société;
3. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs; et
4. Divers.

Ceci ayant été approuvé, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a immédiatement pris les résolutions suivantes:

#### *1. Première résolution*

Les Actionnaires DÉCIDENT de DONNER pleine décharge au gérant-commandité de la Société, January, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant un capital social de 20.000 USD, ayant son siège social au 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B. 136.256 (le «Gérant-Commandité») pour l'ensemble de ses activités et de ses fonctions au cours et en relation avec l'actuel exercice social courant depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 jusqu'à la date de la présente assemblée.

#### *2. Seconde résolution*

Les Actionnaires DÉCIDENT de DISSOUDRE la Société, de la METTRE volontairement en liquidation et de COMMENCER les opérations de liquidation.

Les Actionnaires ONT NOTÉ que la Société subsiste aux seules fins de sa liquidation.

#### *3. Troisième résolution*

Les Actionnaires DÉCIDENT de NOMMER GALANTHUS S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B. 135.351 (la «Liquidateur»), en tant que liquidateur de la Société.

Le Liquidateur a la mission de réaliser tout l'actif et d'apurer le passif de la Société. Le liquidateur est dispensé de l'obligation de dresser un inventaire et il peut, à cet égard, se référer aux écritures de la Société.

Le Liquidateur pourra sous sa seule responsabilité et pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie des pouvoirs qu'il jugerait nécessaires, à un ou plusieurs mandataires.

Le Liquidateur dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 et 145 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée à tout moment, sans avoir besoin d'être préalablement autorisé par les actionnaires.

Le Liquidateur pourra payer des avances sur le boni de liquidation après avoir payé les dettes ou avoir fait les provisions nécessaires pour le paiement des dettes.

Le Liquidateur sera tenu responsable, à l'égard des tiers et de la Société, de l'exécution du mandat qui lui a été donné.

La signature du Liquidateur engage valablement et sans limitation la Société qui est en cours de liquidation.

L'ORDRE DU JOUR ETANT EPUISE, LA REUNION EST CLOTUREE.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge suite au présent acte sont estimés à environ mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que les parties comparantes ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de les dites parties comparantes, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux personnes comparantes, toutes connues au notaire instrumentant par leurs noms, prénoms, état et demeure, celles-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Martin, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 janvier 2014. Relation: EAC/2014/323. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014031793/157.

(140035544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

### **GIG Grundbesitz Immobilien S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 184.769.

#### — STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the eighteenth day of February.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of his absent colleague Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, who last named shall remain depositary of the present deed.

There appeared:

Mr. Matthias HAPP, born in Berlin (Germany), on May 13, 1963, residing at D-81675 Munich (Germany), Lucile-Grahn-Strasse 39,

here represented by Mr Max MAYER, employee, having its professional address in Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy after having been initialed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

Such appearing party, represented as there-above mentioned, has requested the undersigned notary to inscribe as follows the articles of association of a private limited liability company:

**Art. 1.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

#### **Art. 2.**

2.1. The object of the Company is to carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to promoting, managing, acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

2.2. The Company may further, in particular in relation to real estate properties, render administrative, technical, financial, economic or managerial services to other companies, persons or enterprises which are, directly or indirectly, controlled by the Company or which are, directly or indirectly, under the control of the same shareholders of the Company.

2.3. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any affiliated company belonging to the same group as the Company (hereafter referred as the "Connected Companies"). It may also give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its Connected Companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

2.4. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

2.5. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

2.6. The Company may also acquire participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds,

debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

2.7. The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

**Art. 3.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4.** The private limited liability company will have the name “GIG Grundbesitz Immobilien S.à r.l.”.

**Art. 5.** The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 6.** The capital is set at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand and five hundred (12,500) shares of one Euro (EUR 1.-) each.

**Art. 7.** The capital may be changed at any time by a decision of the single partner or by decision of the partners' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

**Art. 8.** Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

**Art. 9.** Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 10.** In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

**Art. 11.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

**Art. 12.** The Company is managed by one or more managers who need not to be shareholders.

If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (“conseil de gérance”).

The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

The meetings of the board of managers are convened by any manager.

The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

A manager can be represented at a meeting by another member of the board of managers.

The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxies and provided that at least two managers are physically present. Any decisions by the board of managers shall be adopted by a simple majority. The minutes of the meeting will be signed by all the managers present at the meeting.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

The board of managers may pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving

evidence of the resolution. Such resolutions can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

**Art. 13.** The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

**Art. 14.** The single partner assumes all powers conferred to the general partner meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

**Art. 15.** The Company's year starts on the 1<sup>st</sup> of January and ends on the 31<sup>st</sup> of December.

**Art. 16.** Each year, with reference to 31<sup>st</sup> of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 17.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

**Art. 18.** At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 19.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Transitory provision*

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2014.

#### *Subscription - Payment*

The share quotas have been subscribed by Mr. Matthias HAPP, prenamed, which is the sole partner of the company.

The shares have been fully paid up in cash, so that the sum of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) is now available to the company, proof of which has been given to the undersigned notary who acknowledges it.

#### *Estimation*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the subscriber as a result of its formation are estimated at approximately one thousand and fifty Euro.

#### *Resolutions of the sole partner*

1) The company will be administered by a board of managers composed by the three following persons:

- Mr. Oliver THOMAS, company director, born in Geilenkirchen (Germany) on February 25<sup>th</sup>, 1983, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte;

- Mr. Frank PLETSCHE, company director, born in Trier (Germany) on July 15, 1974, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte;

- Mr. Mark GORHOLT, company director, born in Trier (Germany) on November 26, 1980, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

The duration of the managers' mandate is unlimited.

2) The address of the corporation is in L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, he signed together with the notary the present deed.

**Follows the German translation of the preceding text:**

Im Jahre zweitausendundvierzehn, den achtzehnten Februar.

Vor mir, Maître Henri HELLINCKX, Notar mit dem Amtssitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg, handelnd in Vertretung seines verhinderten Kollegen Maître Jean SECKLER, Notar mit dem Amtssitz in Junglinster, Grossherzogtum Luxemburg, welch letztgenannter Depositär der gegenwärtigen Urkunde bleibt.

Ist erschienen:

Herr Matthias HAPP, geboren in Berlin (Deutschland), am 13. Mai 1963, wohnhaft D-81675 München (Deutschland), Lucile-Grahn-Strasse 39,

hier vertreten durch Herrn Max MAYER, Angestellter, beruflich wohnhaft in Junglinster, 3, route de Luxembourg, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht,

welche Vollmacht nach „ne varietur“ Paraphierung durch den Bevollmächtigten und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt.

Diese erschienene Partei, vertreten wie vorgenannt, ersuchte den unterzeichneten Notar um die Erstellung der Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung:

**Art. 1.** Gegründet wird eine private Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die durch die für ein solches Rechtssubjekt geltenden Gesetze, insbesondere durch das Gesetz vom 10. August 1915 über Wirtschaftsunternehmen in geänderter Fassung (nachfolgend das “Gesetz”), sowie durch die Satzung (nachfolgend die “Satzung”) geregelt wird (nachfolgend die “Gesellschaft”), wobei in Artikel 7, 10, 11 und 14 der Satzung die für eine Einpersonengesellschaft geltenden Ausnahmeregelungen aufgeführt sind.

**Art. 2.**

2.1. Zweck der Gesellschaft sind wirtschaftliche und/oder finanzielle Geschäfte im Zusammenhang mit direkten oder indirekten Anlagen in bewegliches Vermögen und Immobilien abzuschließen, einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf Fördern, Verwalten, Erwerb, Eigentum, Anmietung, Vermietung, Leasing, Verleih, Teilung, Abschöpfung, Rückforderung, Entwicklung, Umbau, Kultivierung, Erweiterung, Verkauf oder sonstige Veräußerung, hypothekarische Beleihung, Verpfändung oder Belastung in anderer Weise von beweglichem Eigentum oder Immobilien.

2.2. Darüber hinaus kann die Gesellschaft in Zusammenhang mit Immobilien administrative, technische, finanzielle, wirtschaftliche und Managementdienstleistungen für andere Gesellschaften, Personen oder Unternehmen erbringen, die unmittelbar oder mittelbar von der Gesellschaft kontrolliert werden oder unmittelbar oder mittelbar unter der Kontrolle derselben Gesellschafter der Gesellschaft stehen.

2.3. Die Gesellschaft kann Mittel in jeder Form außer über ein öffentliches Zeichnungsangebot aufnehmen. Sie kann ausschließlich im Wege einer Privatplatzierung Wechsel, Anleihen und Schuldtitel sowie Schuldverschreibungen und/oder Anteilspapiere emittieren. Die Gesellschaft kann Mittel, einschließlich der Erlöse von Mittelaufnahmen und/oder Emissionen von Wertpapieren, an ihre Tochtergesellschaften oder an Unternehmen ausleihen, an denen sie unmittelbar oder mittelbar beteiligt ist, auch wenn diese Beteiligung nicht erheblich ist, oder an Gesellschaften, die direkter oder indirekter Gesellschafter der Gesellschaft oder einer zur gleichen Gruppe wie die Gesellschaft gehörenden Konzerngesellschaft sind (nachfolgend die “Verbundenen Unternehmen”). Sie kann des Weiteren Garantien gewähren und Sicherheiten zugunsten Dritter stellen, um deren Verpflichtungen oder die Verpflichtungen ihrer verbundenen Unternehmen zu besichern. Die Gesellschaft kann darüber hinaus ihr Vermögen ganz oder teilweise verpfänden, übertragen, belasten oder in sonstiger Weise Sicherheiten dafür schaffen.

2.4. Die Gesellschaft kann des Weiteren in Erwerb und Management eines Portfolios von Patenten und/oder sonstigen geistigen Schutzrechten gleich welcher Art oder Herkunft investieren.

2.5. Die Gesellschaft kann im Allgemeinen alle Methoden und Instrumente für ihre Investitionen zum Zwecke des effizienten Managements derselben einsetzen, darunter auch Methoden und Instrumente, mit denen die Gesellschaft gegen Kredit-, Währungs-, Zins- und andere Risiken abgesichert werden kann.

2.6. Die Gesellschaft kann die Übernahme von Beteiligungen, Anteilen und Anteilsscheinen in Luxemburg oder im Ausland in jeder Form gleich welcher Art sowie die Verwaltung dieser Beteiligungen, Anteile und Anteilsscheine. Die Gesellschaft kann insbesondere durch Zeichnung, Kauf, Tausch oder in sonstiger Weise Aktien, Anteile und andere Kapitalbeteiligungen, Anleihen, Schuldtitel, Einlagenzertifikate und andere schuldrechtliche Wertpapiere und im allgemeineren Sinne alle Wertpapiere und Finanzinstrumente erwerben, die von einer Publikums- oder privaten Gesellschaft gleich welcher Art ausgegeben wurden.

2.7 Die vorgenannte Beschreibung ist im weitesten Sinne zu verstehen und die vorstehende Aufzählung erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit.

**Art. 3.** Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

**Art. 4.** Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung trägt den Namen “GIG Grundbesitz Immobilien S.à r.l.”.

**Art. 5.** Der Hauptgeschäftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt.

Er kann durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter mit Beratungen in der für Satzungsänderungen vorgesehenen Weise an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Die Adresse des Hauptgeschäftssitzes kann innerhalb der Stadt durch einfachen Beschluss des geschäftsführenden Vorstandsmitglieds oder, wenn es mehrere gibt, durch Entscheidung des Vorstands verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Niederlassungen und Zweigniederlassungen in Luxemburg und im Ausland haben.

**Art. 6.** Das Kapital wird auf Zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) festgesetzt, unterteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile zu je einem Euro (EUR 1,-).

**Art. 7.** Das Kapital kann jederzeit durch Entscheidung des Alleingesellschafters oder durch Entscheidung der Gesellschafterversammlung in Übereinstimmung mit Artikel 14 dieser Satzung geändert werden.

**Art. 8.** Jeder Geschäftsanteil verleiht Anspruch auf einen Bruchteil des Unternehmensvermögens und der Gewinne der Gesellschaft in direktem Verhältnis zur Anzahl der bestehenden Geschäftsanteile.

**Art. 9.** Gegenüber der Gesellschaft sind die Geschäftsanteile der Gesellschaft unteilbar, da nur ein Eigentümer pro Geschäftsanteil zulässig ist. Miteigentümer müssen eine einzige Person als ihren Vertreter gegenüber der Gesellschaft benennen.

**Art. 10.** Bei einem Alleingesellschafter sind die von dem Alleingesellschafter gehaltenen Geschäftsanteile der Gesellschaft ungehindert übertragbar.

Bei mehreren Gesellschaftern können die von den einzelnen Gesellschaftern gehaltenen Geschäftsanteile durch Anwendung der Vorschriften von Artikel 189 des Gesetzes übertragen werden.

**Art. 11.** Die Gesellschaft darf nicht auf Grund von Tod, Aberkennung der bürgerlichen Ehrenrechte, Insolvenz oder Konkurs des Alleingesellschafters oder eines der Gesellschafter aufgelöst werden.

**Art. 12.** Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren geschäftsführenden Vorstandsmitgliedern geleitet, die keine Gesellschafter sein müssen.

Wurden mehrere geschäftsführende Vorstandsmitglieder bestellt, bilden sie den Vorstand (“conseil de gérance”).

Die Vorstandsmitglieder können jederzeit mit oder ohne wichtigen Grund durch Gesellschafterbeschluss mit der Mehrheit der Stimmen abgelöst werden.

Im Außenverhältnis hat das geschäftsführende Vorstandsmitglied bzw. der Vorstand alle Befugnisse, im Namen der Gesellschaft in allen Fällen zu handeln und alle Handlungen und Tätigkeiten durchzuführen und zu genehmigen, die mit den Zielen der Gesellschaft übereinstimmen.

Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich gesetzlich oder gemäß der vorliegenden Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, liegen in der Kompetenz des geschäftsführenden Vorstandsmitglieds oder, wenn es mehrere gibt, in der Kompetenz des Vorstands.

Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift ihres alleinigen geschäftsführenden Vorstandsmitglieds und, wenn es mehrere gibt, durch die gemeinsame Unterschrift zweier Vorstandsmitglieder verpflichtet.

Das geschäftsführende Vorstandsmitglied oder, wenn es mehrere gibt, der Vorstand kann seine Befugnisse für bestimmte Aufgaben an einen oder mehrere Ad-hoc-Beauftragte unterdelegieren.

Das geschäftsführende Vorstandsmitglied oder, wenn es mehrere gibt, der Vorstand bestimmt die Aufgaben sowie (ggf.) die Vergütung dieses Beauftragten, die Dauer der Vertretung und sonstige relevante Bedingungen dieser Beauftragung.

Der Vorstand kann aus seinen Reihen einen Vorsitzenden wählen. Kann der Vorsitzende nicht anwesend sein, wird sein Platz durch Wahl unter den in der Sitzung anwesenden Vorstandsmitgliedern besetzt.

Der Vorstand kann aus seinen Reihen einen Verwaltungsleiter wählen.

Die Sitzungen des Vorstands werden von einem der Vorstandsmitglieder einberufen.

Der Vorstand kann ohne Einladung rechtsgültig tagen, wenn alle Vorstandsmitglieder anwesend oder vertreten sind.

Ein Vorstandsmitglied kann bei einer Sitzung durch ein anderes Vorstandsmitglied vertreten sein.

Der Vorstand kann nur rechtsgültig tagen und Entscheidungen treffen, wenn eine Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder durch Stimmrechtsvollmachten vertreten ist und unter der Voraussetzung, dass mindestens zwei Vorstandsmitglieder physisch anwesend sind. Alle Entscheidungen des Vorstands werden durch einfache Mehrheit getroffen.

Das Sitzungsprotokoll wird von allen bei der Sitzung anwesenden Vorstandsmitgliedern unterzeichnet.

Eines oder mehrere Vorstandsmitglieder können an einer Sitzung durch Konferenzschaltung oder ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, durch die alle diese an der Sitzung teilnehmenden Personen gleichzeitig miteinander kommunizieren können. Diese Teilnahme gilt als der physischen Anwesenheit in der Sitzung gleichwertig. Eine solche

Entscheidung kann in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten gleichen Inhalts niedergelegt werden, die von allen an der Sitzung beteiligten Personen unterzeichnet werden.

Der Vorstand kann Beschlüsse durch Rundschreiben fassen, in denen sie ihre Zustimmung schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax, E-Mail oder andere ähnliche Kommunikationsmittel erklären. Die Gesamtheit dieser Rundschreiben bildet das Protokoll, das den Beschluss belegt. Solche Beschlüsse können in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten gleichen Inhalts niedergelegt werden, die von allen an der Sitzung beteiligten Personen unterzeichnet wird.

**Art. 13.** Das geschäftsführende Vorstandsmitglied bzw. die Vorstandsmitglieder übernehmen kraft ihrer Position keine persönliche Haftung für eine Verpflichtung, die von ihm bzw. ihnen in Namen der Gesellschaft erklärt wurde.

**Art. 14.** Der Alleingesellschafter übernimmt alle der Generalversammlung übertragenen Befugnisse.

Sind mehrere Gesellschafter vorhanden, kann sich jeder Gesellschafter ungeachtet der Anzahl der von ihm gehaltenen Geschäftsanteile an gemeinsamen Entscheidungen beteiligen. Jeder Gesellschafter hat Stimmrechte im Verhältnis zu seiner Beteiligung. Gemeinsame Entscheidungen sind nur dann rechtsgültig getroffen, wenn sie von Gesellschaftern verabschiedet werden, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals halten.

Beschlüsse zur Änderung der Satzung der Gesellschaft können jedoch vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes nur von der Mehrheit der Gesellschafter gefasst werden, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft halten.

**Art. 15.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jedes Jahres.

**Art. 16.** In jedem Geschäftsjahr wird zum 31. Dezember der Jahresabschluss der Gesellschaft aufgestellt und das geschäftsführende Vorstandsmitglied oder, wenn es mehrere gibt, der Vorstand erstellt eine Ergebnisrechnung mit Angabe des Wertes der Aktiva und Passiva der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die vorgenannte Ergebnisrechnung und Bilanz am Hauptgeschäftssitz der Gesellschaft einsehen.

**Art. 17.** Die im Jahresabschluss angegebenen Bruttogewinne der Gesellschaft stellen nach Abzug allgemeiner Aufwendungen den Nettogewinn dar. Ein Betrag in Höhe von fünf Prozent (5%) des Nettogewinns der Gesellschaft wird in die gesetzliche Rücklage eingestellt, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des nominellen Stammkapitals der Gesellschaft beträgt.

Der Saldo des Reingewinns kann an den/die Gesellschafter entsprechend seiner/ihrer Kapitalbeteiligung an der Gesellschaft verteilt werden.

Das geschäftsführende Vorstandsmitglied oder, wenn es mehrere gibt, der Vorstand ist bevollmächtigt, jederzeit unter folgenden Bedingungen Zwischendividenden zu beschließen und auszuschütten:

1. Das geschäftsführende Vorstandsmitglied oder, wenn es mehrere gibt, der Vorstand erstellt Zwischenbeschlüsse als Grundlage für die Ausschüttung von Zwischendividenden;

2. Aus diesen Zwischendividenden geht hervor, dass ausreichende Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei als vereinbart gilt, dass der Ausschüttungsbetrag die realisierten Gewinne zum Ende des letzten Geschäftsjahres, zuzüglich steuerlich vorgetragener Gewinne und ausschüttungsfähiger Reserven, jedoch abzüglich steuerlich vorgetragener Verluste und Beträge, die in Übereinstimmung mit dem Gesetz oder dieser Satzung in eine Rücklage eingestellt werden müssen, nicht übersteigen darf.

**Art. 18.** Bei Abwicklung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, gleich ob Gesellschafter oder nicht, durchgeführt, die von den Gesellschaftern bestellt und deren Befugnisse und Vergütung von den Gesellschaftern festgelegt werden.

**Art. 19.** Bei allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich in dieser Satzung vorgesehen sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes Bezug genommen.

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2014.

#### *Zeichnung - Zahlung*

Die Geschäftsanteile wurden von Herr Matthias HAPP, gezeichnet, die Alleingesellschafterin der Gesellschaft ist.

Die Geschäftsanteile wurden in bar voll eingezahlt, so dass der Gesellschaft nun Zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) zur Verfügung stehen, belegt durch den unterzeichneten Notar, der dies bestätigt.

#### *Schätzung*

Die Aufwendungen, Kosten, Gebühren und Lasten jeder Art, die von dem Zeichner auf Grund dieser Gründung zu tragen sind, werden auf circa eintausend und fünfzig Euro geschätzt.

*Beschlüsse der Alleingeschafterin*

1) Die Gesellschaft wird von folgenden drei Vorstandsmitgliedern geleitet:

- Herr Oliver THOMAS, Verwalter von Gesellschaften, geboren in Geilenkirchen (Deutschland) on 25. Mai 1983, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte;
- Herr Frank PLETSCHE, Verwalter von Gesellschaften, geboren in Trier (Deutschland) am 15. Juli 1974, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte;
- Herr Mark GORHOLT, Verwalter von Gesellschaften, geboren in Trier (Deutschland) am 26. November 1980, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Die Mandate sind jeweils auf unbestimmte Zeit erteilt.

2) Die Adresse der Gesellschaft ist L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt, dass die vorliegende Urkunde auf Wunsch der erschienenen Partei in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung, und bei Unstimmigkeiten zwischen dem englischen und dem deutschen Text ist die englische Fassung bindend.

URKUNDLICH DESSEN, wurde die vorliegende Urkunde in Luxemburg an dem eingangs dieses Dokument angegebenen Datum errichtet.

Nachdem das Dokument dem erschienenen Vollmachtnehmer vorgelesen worden war, unterzeichnete er gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Gezeichnet: Max MAYER, Henri HELLINCKX.

Enregistré à Grevenmacher, le 20 février 2014. Relation GRE/2014/790. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014031746/338.

(140035654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

**SK Consortium 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 184.775.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fourteenth day of February.

Before Maître Paul DECKER, notary residing at Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), acting in replacement of her colleague Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), absent, who last named shall remain depositary of the present deed.

There appeared:

Bright Global S.A., a company incorporated under the laws of British Virgin Islands, with registered office at Po Box 3161, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, registered with the Registrar of the Companies of the British Virgin Islands under number 149597,

represented by Mr. Max MAYER, private employee, residing professionally at L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "SK Consortium 2 S.à r.l." (hereafter the Company), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single

manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in the sole discretion of the manager(s) and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

### **Art. 3. Object.**

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.

### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the shareholders of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

4.3 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

## **II. Capital - Shares**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. The Company's corporate capital is set at twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares in registered form having a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

### **Art. 6. Shares.**

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is recognized per share. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders.

The transfer of shares (inter vivos) to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

### III. Management - Representation

#### Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers composed of class A managers and class B managers. The manager(s) need not to be partner(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason) by a resolution of the shareholders.

#### Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, whether shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by the board of managers of the Company or in accordance with article 10.1 of the Articles.

#### Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, another manager as his proxy. A manager may also appoint another manager as his proxy by phone, such appointment to be confirmed in writing subsequently.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and among whom one class A manager and one class B manager imperatively. Resolutions of the board of managers are validly taken by a majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, and hear and speak to, each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

#### Art. 10. Representation.

10.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of the sole manager or, or if there are more than one manager, by the joint signature of any class A manager and any class B manager of the Company.

10.2 The Company shall furthermore be bound towards third parties by the joint or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles and within the limits of such power.

#### Art. 11. Liability of the managers.

11.1 The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

11.2 To the extent permissible under Luxembourg law, the managers and other officers of the Company, as well as those persons to whom signatory powers have been validly delegated in accordance with article 8.2 of these Articles, shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been managers, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the

execution of their duties save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or willful default, in each case without prejudice to any other rights to which such persons may be entitled.

11.3 To the extent permissible under Luxembourg law and except as provided for in article 59 paragraph 2 of the Law, a manager shall not be responsible for the acts, neglects or defaults of the other managers, or for any loss or damage caused by an error of judgment or oversight on their part, or for any other loss, damage or misfortune whatsoever which shall occur in the performance of their duties, except if the same results from or through his gross negligence or willful default.

#### **IV. General meetings of shareholders**

##### **Art. 12. Powers and voting rights.**

12.1. Without prejudice to articles 12.2 and 12.4 of these Articles, resolutions of the shareholders shall be adopted at general meetings.

12.2. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution. The shareholders shall be consulted in writing in accordance with article 13.2 of these Articles and shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

12.3. Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. Each share is entitled to one vote.

12.4. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders. The decisions of the single shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

##### **Art. 13. Notices, quorum, majority and voting proceedings.**

13.1. The shareholders may be convened or consulted by any manager of the Company. The single manager, or as the case may be, the board of managers must convene or consult the shareholders following the request of shareholders representing more than one-half of the share capital of the Company.

13.2. The shareholders shall be convened or consulted in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

13.3. Written notice of any meeting of the shareholders shall be given to all shareholders at least 8 (eight) days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting.

13.4. Meetings of the shareholders of the Company shall be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meetings.

13.5. If all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

13.6. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person (who need not be a shareholder) as his proxy in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

13.7. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than one-half of the share capital of the Company. If this figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

13.8. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority (in number) of the shareholders owning at least three quarters of the share capital of the Company. However, in no case may the majority oblige any of the shareholders to increase his participation in the Company.

13.9. The shareholders can only change the nationality of the Company by unanimous vote.

#### **V. Annual accounts - Allocation of profits**

##### **Art. 14. Accounting Year and annual general meeting.**

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of such year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

14.4. If there are more than twenty-five shareholders, the annual general meeting of the shareholders shall be held at the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice, on the third Friday of June of each year at 11.00 a.m. and if such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

14.5. If there are not more than twenty-five shareholders, the annual general meeting of the shareholders shall be held at such place and time as may be specified in the convening notice of the meeting which shall take place within the time limit set forth by the Law.

#### **Art. 15. Statutory/External auditor.**

15.1 If there are more than twenty-five shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes).

15.2 To the extent required by Law, the operations of the Company shall be supervised by one or several external auditors (réviseurs d'entreprises).

15.3 The statutory/external auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

15.4 The statutory/external auditor(s) will be appointed by the general meeting of shareholders of the Company which will determine their number, their remuneration and the term of their office.

#### **Art. 16. Allocation of Profits.**

16.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 of these Articles.

16.2 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

16.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers of the Company;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the shareholders of the Company;

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened; and

(v) should, after the close of the financial year, the amount available for distribution appear to be less than the amount distributed as an interim dividend, the relevant shareholders shall be required to refund the shortfall to the Company.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

17.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholders or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

17.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

### **VII. General provision**

18.1. Reference is made to the provisions of the Law and to any agreement which may be entered into among the shareholders from time to time (if any) for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Transitory provision*

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2014.

#### *Subscription - Payment*

Thereupon,

Bright Global S.A., prenamed and represented as stated above declares to subscribe for twelve thousand and five hundred (12,500) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

#### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,825.-

### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following person is appointed as manager of the Company for an indefinite period:

Olivier LIEGEOIS, born on 27<sup>th</sup> October, 1976 in Bastogne (Belgium) and having is professional address at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party who signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le quatorze février,

Pardevant Maître Paul DECKER notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de son confrère Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), absent, lequel dernier nommé, restera dépositaire de la minute.

A comparu:

Bright Global S.A., une société de droit des Iles Vierges Britanniques avec siège social Po Box 3161, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, enregistré au Territory of the British Virgin Islands sous le numéro 149597,

représentée par Monsieur Max MAYER, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La dite procuration après signature "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

### **I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination «SK Consortium 2 S.à r.l.» (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la Loi), ainsi que par les présent statuts (ci-après les Statuts).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg). Il peut être transféré dans les limites de la commune par décision du gérant unique, ou le cas échéant, par le conseil de gérance. Le siège social peut également être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents déterminés à la discrétion du(des) gérant(s), et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

#### **Art. 3. Objet social.**

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et/ou autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et/ou autres instruments de dette, et, en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, le développement, la gestion et le contrôle de toutes sociétés ou entreprises. Elle pourra en outre effectuer directement ou indirectement des investissements immobiliers et investir dans l'acquisition et gérer un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billet à ordre, obligations et emprunts obligataires et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de participation. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés ou personnes et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres sociétés ou personnes et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, en ce compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut d'une façon générale effectuer toutes les opérations et transactions qui favorisent directement ou indirectement ou se rapportent à son objet.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés de la Société adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

4.3 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

### **II. Capital social - Parts sociales**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par résolution des associés adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

#### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

La cession de parts sociales (inter vivos) à des non associés est soumise à l'accord préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Une cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle a été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec l'article 1690 du code civil.

Pour toutes les autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et peut être consulté par chaque associé qui le désire.

6.5. La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

### **III. Gestion - Représentation**

#### **Art. 7. Conseil de gérance.**

7.1 La société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par les associés, qui fixeront la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance constitué d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B. Le(s) gérant(s) n'est (ne sont) pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables à n'importe quel moment ad nutum (sans justifier d'une raison) par une résolution des associés.

#### **Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.**

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts aux associés seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus d'un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plus d'un gérant, par le conseil de gérance de la Société ou conformément à l'article 10.1 des Statuts.

#### **Art. 9. Procédure.**

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans la convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. Cette convocation écrite n'est pas nécessaire si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord écrit de chaque membre du conseil de gérance de la Société soit en original, soit par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique. Des convocations écrites séparées ne seront pas exigées pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un calendrier préalablement adopté par résolution du conseil de gérance de la Société.

9.4. Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance en nommant par écrit, soit en original ou par télécopie, courrier électronique, télégramme ou télex, un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut également nommer un autre gérant comme son mandataire par téléphone, mais cette nomination devra ensuite être confirmée par écrit.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés en ce compris au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix exprimées. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Des résolutions circulaires signées par tous les gérants seront valables et engageront la Société comme si elles avaient été adoptées à une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, confirmées en original, par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

#### **Art. 10. Représentation.**

10.1 La Société sera engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant unique, ou si la Société est gérée par un conseil de gérance, par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

10.2 La Société sera en outre engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui ce pouvoir de signature a été valablement délégué conformément à l'article 8.2. des Statuts et dans les limites de ce pouvoir.

#### **Art. 11. Responsabilité des gérants.**

11.1 Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions applicables de la Loi.

11.2 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, les gérants et autres fondés de pouvoir de la Société, ainsi que toutes les personnes à qui des pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2 des présents Statuts seront indemnisés par prélèvement sur les actifs de la Société contre tous les coûts, frais, pertes, dommages et dépenses encourus ou supportés par eux en relation avec toutes actions, plaintes, procès ou procédures auxquels ils peuvent être partie en raison de leur statut actuel ou passé de gérants, fondés de pouvoir ou délégués de la Société, en raison de toute transaction effectuée par la Société, tout contrat conclu ou action accomplie, ou omise ou dans laquelle ils ont participé, en relation avec l'exécution de leurs obligations, à l'exception des dommages et dépenses dues à leur faute lourde ou manquement dolosif, dans chaque cas, sans préjudice de tous les autres droits dont ces personnes peuvent jouir.

11.3 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, et sauf dans les cas prévus à l'article 59 paragraphe 2 de la Loi, un gérant ne sera pas responsable des actes, négligences ou manquements des autres gérants, ou pour toute perte ou tout dommage causés par une erreur de jugement ou inadvertance de leur part, ou pour toute autre perte, dommage ou préjudice quelle qu'il soit qui surviendrait lors de l'exécution de son mandat, sauf si cela résulte de, ou est causé par, une faute lourde ou manquement dolosif lui incombant.

### **IV. Assemblées générales des associés**

#### **Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.**

12.1. Sans préjudice des articles 12.2 et 12.4 des présents Statuts, les résolutions des associés sont adoptées en assemblées générales.

12.2. Si le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire. Les associés seront consultés par écrit conformément à l'article 13.2 des présents Statuts et exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, confirmées en original, par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

12.3 Chaque associé a des droits de vote proportionnellement au nombre de parts détenues par celui-ci. Chaque part sociale donne droit à un vote.

12.4 L'associé unique assume tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique sont consignées en procès-verbaux ou rédigées par écrit.

### **Art. 13. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote.**

13.1 Les associés peuvent être convoqués ou consultés par tout gérant de la Société. Le gérant unique, ou le cas échéant, le conseil de gérance doit convoquer ou consulter les associés à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

13.2 Les associés sont convoqués ou consultés par écrit, soit en original ou par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

13.3 Une convocation écrite à toute assemblée des associés sera donnée à tous les associés au moins 8 (huit) jours avant la date fixée de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera précisée dans la convocation de ladite assemblée.

13.4 Les assemblées des associés de la Société seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations respectives des assemblées.

13.5 Si tous les associés de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée des associés et se considèrent eux-mêmes comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation préalable.

13.6 Un associé peut prendre part à toute assemblée générale des associés de la Société en désignant une autre personne comme mandataire (associé ou non) par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

13.7 Les décisions collectives ne sont valablement prises que dans la mesure où elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première assemblée ou première consultation écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

13.8 Cependant, les résolutions pour modifier les Statuts ou pour dissoudre et liquider la Société ne peuvent être adoptées que par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société. Cependant, en aucun cas la majorité peut obliger un des associés à augmenter sa participation dans la Société.

13.9 Les associés peuvent changer la nationalité de la Société uniquement par vote unanime.

## **V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices**

14.1 L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance dresse le bilan et le compte de pertes et profits de la Société ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérant(s), auditeur(s) (s'il y a) et des associés de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de ces inventaires et bilan au siège social de la Société.

14.4 Si le nombre d'associés dépasse vingt-cinq associés, l'assemblée générale annuelle des associés sera tenue au siège social de la Société ou à tout autre endroit dans la commune du siège social tel que précisé dans la convocation, le troisième vendredi du mois de juin à 11h00 du matin et si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

14.5 Si le nombre d'associés ne dépasse pas vingt-cinq associés, l'assemblée générale des associés se tiendra au lieu et heure indiqués dans la convocation respective de l'assemblée.

### **Art. 15. Commissaire aux comptes / Réviseur d'entreprise.**

15.1 Si le nombre d'associés dépasse vingt-cinq associés, les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

15.2 Dans la mesure requise par la Loi, les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises.

15.3 Le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseur(s) d'entreprises sera (seront) élu(s) pour une durée maximum de 6 ans et sera (seront) rééligibles.

15.4 Le(s) commissaire(s) aux comptes / réviseur(s) d'entreprises sera(seront) nommé(s) par l'assemblée générale des associés de la Société qui déterminera leur nombre, rémunération et la durée de leur mandat.

### **Art. 16. Affectation des bénéfices.**

16.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel qu'augmenté ou réduit selon l'article 5 des Statuts.

16.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle pourra en particulier allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

16.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) un état des comptes ou un inventaire ou un rapport est établi par le gérant ou le conseil de gérance de la Société;
- (ii) cet état des comptes, inventaire ou rapport montre que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par les associés de la Société; et
- (iv) assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés;
- (v) si, après la clôture de l'exercice social, le montant disponible à la distribution apparaît inférieur au montant distribué en tant que dividende intérimaire, les associés seront tenus de reverser la différence à la Société.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

17.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, nommés par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf disposition contraire prévue par la Loi ou la décision des associés, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus larges pour la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

17.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué aux Associés proportionnellement au nombre d'actions détenues par chaque associé dans la Société.

### **VII. Dispositions générales**

18.1 Il est fait référence aux dispositions de la Loi et à tout contrat qui peut être conclu entre les associés de temps à autre (le cas échéant) pour tous les points qui ne font pas l'objet d'une disposition spécifique dans ces présents Statuts.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commencera à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2014.

#### *Souscription et libération*

Sur ces faits,

Bright Global S.A., prénommée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

#### *Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à 1.825,- EUR

#### *Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante a été nommée en qualité de gérant pour une durée indéterminée:

Monsieur Olivier LIEGEOIS, né le 27 octobre 1976 à Bastogne (Belgique) et ayant son adresse professionnelle au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 6, rue Guillaume Schneider L-2522, Luxembourg.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du document ayant été faite au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé, avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Paul DECKER.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 février 2014. Relation GRE/2014/775. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014031962/531.

(140035686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

## **IMMF, International Music Managers Forum, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 3A, Val Sainte Crois.

R.C.S. Luxembourg F 9.856.

### STATUTS

Est constituée une association sans but lucratif, régie par la loi luxembourgeoise modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif et par les statuts ci-dessous:

#### **Partie I. Dispositions générales**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** L'association est dénommée «International Music Managers Forum», en abrégé «IMMF», association sans but lucratif.

**Art. 2. Siège social.** Le siège social est établi à L-1371 Luxembourg, 3A, Val Ste Croix.

(Grand-Duché de Luxembourg).

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg suivant les conditions prévues pour la modification des statuts.

**Art. 3. Durée.** La durée de l'association est illimitée,

**Art. 4. Objet.** «IMMF» asbl a pour but la promotion, la protection et la défense des intérêts de ses membres, et notamment des managers de musique et de leurs clients.

Ses objets principaux sont:

i. D'assurer la sauvegarde, le respect et la protection des intérêts moraux et professionnels de ses membres et de la communauté mondiale des managers de musique;

ii. De veiller au respect des intérêts des managers de musique et de leurs clients par leur adhésion à «IMMF» asbl, à un niveau international essentiellement, et en soutenant l'action nationale de ses membres;

iii. De soutenir la formation de Music Managers Forum (ci-après «MMF») nationaux et/ou régionaux, surtout dans les pays en voie de développement;

iv. De promouvoir la formation professionnelle, de promouvoir et faciliter l'échange d'informations et de savoir entre les managers des différents pays et/ou régions afin d'améliorer et de renforcer le professionnalisme et l'expertise de la communauté des managers de musique;

v. De créer une plateforme de rencontre et d'échange pour ses membres;

vi. De contribuer activement à élaborer des standards professionnels pour les domaines d'activités dans lesquels opèrent ses membres;

vii. De prendre part dans des actions de solidarité afin de permettre à certains membres, ou à des futurs membres, l'accès aux techniques modernes de gestion de la musique et de compétences dans les meilleures conditions. Ces missions serviront ainsi à encourager ses membres à collaborer avec tous les autres membres de «IMMF» asbl;

viii. De travailler au développement et à la reconnaissance de l'importance du droit d'auteur et des valeurs de la propriété intellectuelle non seulement en termes économiques mais aussi en tant que protecteur de la culture et de ceux qui la créent et produisent;

ix. D'améliorer la sensibilisation à l'importance des droits des artistes comme créateurs de droits d'auteur, et par conséquent de la culture, et au rôle essentiel que les managers jouent pour la protection de ces droits et du statut de leurs clients en ce sens.

«IMMF» asbl ne se substituera en aucun cas à l'action nationale de ses membres.

«IMMF» asbl a aussi pour objet la participation à des manifestations et la collaboration avec des tiers, personnes physiques ou morales, au Luxembourg et à l'étranger, permettant d'assurer le rayonnement et la protection de l'activité de ses membres ainsi que la défense de leurs droits, tant sur un plan national qu'international.

Les activités de «IMMF» asbl sont indépendantes de toute considération politique ou religieuse.

**Art. 5. Membres.** «IMMF» asbl est une association internationale d'associations opérant à un niveau national et regroupant des managers de musique. L'association peut néanmoins aussi admettre des personnes physiques comme membre dans la mesure où aucun regroupement représentatif n'est identifié sur le territoire sur lequel est résident le

membre individuel. Dès qu'un nombre représentatif de membres individuels est identifié, «IMMF» asbl favorisera la création d'un regroupement national dont la qualité de membre se substituera à celle des membres personnes physiques.

a) Peut être admis comme membre de «IMMF» asbl toute association de managers de musique, personne morale, ou, dans les conditions mentionnées ci-dessus, toute personne physique dont l'activité est le management de musique.

Une association de managers de musique doit être entendue comme une organisation qui remplit toutes les conditions ci-après:

i. qui a pour but et qui assure de manière effective le développement des intérêts des managers de musique, et par extension de leur clients, et la défense de leurs intérêts matériels, dans le pays ou la région dans lequel ces membres opèrent; et

ii. qui a un code de conduite auquel ses membres adhèrent et qui est fidèle à celui promu par «IMMF» asbl, et qui dispose de mécanismes de révocation des membres n'adhérant pas à ce code;

et

iii. qui n'administre pas, sauf en tant qu'activités accessoires, les droits des producteurs de phonogrammes, de sociétés de gestion collective, des organisations de radiodiffusion, ou d'autres titulaires de droits;

et

iv. qui dispose d'au moins cinq (5) membres, avec un organe directeur qui administre la gestion quotidienne de l'organisation et dont la procédure de nomination de son Conseil d'Administration ou de son organe équivalent s'opère de manière démocratique;

et

v. qui adhère aux objectifs et aux missions de «IMMF» asbl.

b) Peut être admise comme observateur aux actions de «IMMF» asbl toute organisation qui remplit toutes les conditions susmentionnées, excepté le point 5(a) (iii).

Les droits et obligations des observateurs sont identiques à ceux des membres associés, à l'exception du droit de vote.

Le nombre des membres associés ne peut être inférieur à trois. Les premiers membres sont les membres-fondateurs soussignés, dont les noms, prénoms, domicile et nationalité, respectivement la dénomination ou raison sociale et le siège de l'association-membre se trouvent renseignés dans la liste ci-annexée.

Sur proposition du Conseil d'administration, l'exclusion d'un membre peut être prononcée par l'Assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés pour violation des statuts ou pour tout autre motif grave en relation avec l'objet social de «IMMF» asbl. Le membre faisant l'objet d'une proposition d'exclusion sera préalablement entendu par le Conseil d'administration.

Les membres de l'association s'engagent notamment à:

- promouvoir les objets de l'association,
- informer le président du conseil d'administration de tout changement de leur dénomination ou raison sociale, de leur adresse ou de leur siège,
- de payer la cotisation,
- de respecter les dispositions des statuts de «IMMF» asbl, et
- de se conformer aux standards de qualité de «IMMF» asbl.

Il n'est pas requis que les membres aient leur domicile, résidence, respectivement leur siège social au Grand-Duché de Luxembourg.

Ne seront pas admis, respectivement seront exclus de «IMMF» asbl toutes personnes qui représentent des artistes qui s'expriment contre l'ordre public et/ou les bonnes mœurs.

**Art. 6. Procédure d'admission.** L'admission d'un nouveau membre est décidée par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration de «IMMF» asbl.

Pour être admis, tout nouveau membre doit être proposé par un parrain, lui-même membre de «IMMF» asbl. Le nouveau membre doit ensuite être proposé à l'unanimité par le Conseil d'administration et approuvé à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés par l'Assemblée générale. La proposition par le Conseil d'administration sera accompagnée des documents énumérés ci-dessous et du parrainage par un membre de «IMMF» asbl.

En vue de son admission, chaque nouveau futur membre peut être invité à assister aux réunions des organes délibérants et décisionnels de «IMMF» asbl avec voix consultative mais sans participation aux votes. Cette phase peut durer jusqu'à la deuxième assemblée générale ordinaire suivant l'invitation. Le futur membre signera un accord de confidentialité par rapport au contenu de toutes informations arrivant à sa connaissance dans le cadre des discussions de «IMMF» asbl.

A l'issue de la phase d'observation, le Conseil d'Administration peut proposer à l'Assemblée Générale d'accorder le statut de membre au candidat observateur.

La candidature devra comprendre notamment les documents suivants:

a) Une demande officielle d'admission, écrite et comportant engagement formel d'accepter et de respecter les statuts de «IMMF» asbl;

- b) Une copie en langue originale et une copie en anglais des Statuts et Règles de l'organisation candidate;
- c) Une liste des membres de l'organisation indiquant leurs activités professionnelles,

## Partie II. Organisation et administration de IMMF asbl

**Art. 7. Assemblée Générale.** L'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an sur convocation du président du Conseil d'Administration, ceci au courant du premier semestre de l'année. Le président doit convoquer l'Assemblée à la demande conjointe faite par au moins un cinquième des membres de «IMMF» asbl.

Les convocations, indiquant la date, l'heure et le lieu auxquels se tiendra l'Assemblée générale seront envoyées par courrier électronique, sinon par lettre, au moins huit jours avant la date de l'assemblée. Tout autre moyen de convocation pourra être décidé par l'Assemblée générale. L'ordre du jour sera annexé à la convocation.

L'Assemblée générale peut décider qu'il sera pris des résolutions sur des points ne figurant pas à l'ordre du jour.

L'Assemblée générale, en début de réunion, déterminera son bureau, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, tous les trois membres de «IMMF» asbl. Elle peut toutefois décider que la réunion sera présidée par le président du Conseil d'administration du «IMMF» asbl ou par le Directeur Exécutif.

Sont de la compétence exclusive de l'Assemblée générale:

- la nomination et la révocation des administrateurs;
- l'approbation du rapport et des comptes;
- la décharge du Conseil d'administration;
- l'approbation du budget annuel;
- la fixation de la cotisation annuelle;
- les modifications des statuts;
- la nomination d'un commissaire aux comptes;
- la dissolution de l'association.

L'Assemblée générale peut valablement délibérer si au moins un tiers des membres est présent ou représenté, physiquement ou par voie de télécommunication permettant l'identification du membre.

L'Assemblée générale prend ses décisions à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Chaque organisation membre dispose d'une voix de vote. En cas de partage des voix, le Président du Conseil d'administration de «IMMF» asbl ou son remplaçant, aura voix prépondérante. Le vote se fera à main levée ou par bulletin ou par tel autre moyen de télécommunication permettant une identification du membre tel que précisé dans la convocation à l'Assemblée générale. Chaque membre ne peut représenter que deux membres absents et se munira d'une procuration générale ou spéciale en vue des votes de l'Assemblée générale.

Les résolutions de l'Assemblée générale sont consignées par le secrétaire dans un rapport qui sera déposé au siège de «IMMF» asbl où tous les membres et les tiers pourront en prendre connaissance.

L'Assemblée générale peut décider que pourra assister à ses réunions toute personne issue d'une organisation membre associé ou provisoire, avec simple voix consultative, avec un maximum de cinq (5) délégués par organisation.

**Art. 8. Conseil d'Administration.** «IMMF» asbl est géré par un Conseil d'Administration composé d'au moins quatre personnes et au plus par le nombre de membres de «IMMF» asbl. Il est constitué pour la période séparant la tenue de deux Assemblées Générales ordinaires. Chaque membre de «IMMF» asbl peut désigner un (1) représentant au Conseil d'Administration, à l'exception des candidats observateurs. Les personnes proposées seront nommées au Conseil d'Administration par l'Assemblée générale comme suit:

- Les membres de «IMMF» asbl voulant nommer leur représentant au Conseil d'Administration doivent déposer une demande par écrit auprès du Président du Conseil d'Administration endéans les 30 jours précédant la date à laquelle l'Assemblée Générale ordinaire se réunit;
- Le Président établira une liste par ordre alphabétique des représentants proposés par les membres de «IMMF» asbl dans le délai prescrit par le sous-paragraphe précédent;
- Cette liste sera transmise à tous les membres, avec les informations de contact des représentants nommés, avant l'Assemblée Générale ordinaire;
- Chaque membre de «IMMF» asbl dispose d'un vote et il ne peut avoir qu'un seul représentant par organisation dans le Conseil d'Administration;
- En cas de partage des voix, le Président du Conseil d'administration de «IMMF» asbl dispose d'une voix prépondérante afin de permettre de départager les candidats.

Le Conseil d'Administration élit en son sein un bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier, élus pour une durée de trois ans.

Le Conseil d'Administration élit également en son sein des conseillers régionaux, qui dirigent les conseils régionaux et ont pour mission de coordonner et de mettre en oeuvre les actions de «IMMF» asbl par rapport à une région géographique.

Il est possible de cumuler les fonctions de conseiller régional avec une fonction de président, vice-président, secrétaire ou trésorier du Conseil d'administration de «IMMF» asbl.

Le mandat des membres du Conseil d'Administration ne donne pas lieu à rémunération.

Chaque membre de «IMMF» asbl peut proposer la nomination d'un suppléant à son représentant au Conseil d'Administration, qui peut assister avec droit de vote aux réunions du Conseil d'Administration en remplacement de l'administrateur désigné. Le représentant pourra à tout moment et pour la durée restante du mandat être remplacé par le membre de l'association qui l'a désigné.

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que les Intérêts de «IMMF» asbl l'exigent, et au moins une fois par année civile, à la date et au lieu fixé par convocation diffusée sur initiative du président, ou du vice-président, au moins huit jours avant la date de la réunion. Le Conseil d'Administration doit se réunir sur demande écrite d'au moins trois membres, la demande sera adressée au président et indiquera le ou les points à mettre à l'ordre du jour de la réunion.

Le Président, ou en son absence le Vice-président ou le Secrétaire, assure la Présidence à toutes les réunions du Conseil d'Administration. En l'absence de ceux-ci, la Présidence est assurée par un Président désigné réunion tenante.

Une majorité simple des membres du Conseil d'Administration doit être présente, physiquement ou par voie de télécommunication permettant l'identification du membre, afin que les décisions puissent être adoptées. Les décisions sont adoptées à la majorité simple les membres présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de «IMMF» asbl, pour agir en son nom, pour l'administration de son patrimoine et pour décider de la manière dont l'objet de l'association doit être atteint. Toutes les attributions qui ne sont pas spécifiquement assignées à l'Assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, relèvent de la compétence du Conseil d'Administration, qui rendra compte de sa gestion à l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration représente l'association judiciairement et extra-judiciairement.

L'association est valablement engagée par les signatures conjointes du Président, ou du vice-président, avec celle du secrétaire ou du trésorier. Les pouvoirs de signature ci-avant peuvent être délégués, de manière générale ou conditionnelle, à un membre du Conseil d'Administration ou au Directeur Exécutif,

Le Conseil d'Administration peut donner mandat pour une affaire déterminée à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non. Les mandataires peuvent engager l'association dans les conditions et limites de leurs pouvoirs.

Le Conseil d'Administration soumet à l'Assemblée Générale ses propositions pour le choix du Directeur Exécutif de «IMMF» asbl.

Le Conseil d'administration peut recruter du personnel et se faire assister par des experts externes.

**Art. 9. Conseils Régionaux.** Les Conseils Régionaux sont composés de membres du Conseil d'Administration de «IMMF» asbl qui ont leur siège, respectivement agissent de manière habituelle dans un des pays de la région respective.

Le Conseil d'Administration déterminera le nombre et les régions visés des Conseils régionaux.

Chaque Conseil régional est organe consultatif de «IMMF» asbl et a pour mission de participer activement à promouvoir les objectifs de «IMMF» asbl dans le région économique visée, de participer à l'amélioration de la législation, du fonctionnement des membres existants, et d'aider à créer des organisations qui pourront devenir des membres de l'association là où il n'en existe pas.

Relèvent essentiellement de la compétence des Conseils Régionaux aussi bien l'examen de toutes les questions concernant directement les intérêts moraux et professionnels des managers de musique, leurs clients, et les organisations représentant les intérêts de l'un voir des deux, de même que l'examen des textes des résolutions que le Conseil d'Administration de «IMMF» asbl leur proposent.

Le fonctionnement de ces Conseils est réglé par un règlement intérieur spécial, qui doit être approuvé par le Conseil d'Administration. Dans tous les cas les modalités de vote sont régies par les dispositions des présents statuts.

Aucun membre ne peut être représenté dans un Conseil régional s'il n'est pas localisé dans la zone géographique visée.

Les conseillers en charge des Conseils Régionaux doivent, lors des réunions du Conseil d'Administration de «IMMF» asbl, rapporter les informations sur les activités des Conseils Régionaux.

Dans un objectif de coordination, les membres du Conseil d'Administration peuvent assister aux réunions des Conseils Régionaux en qualité d'observateurs.

**Art. 10. Directeur exécutif.** «IMMF» asbl peut charger un Directeur Exécutif de la gestion des affaires courantes de l'association.

Le Directeur Exécutif est désigné sur proposition du et par le Conseil d'Administration, pour une période à déterminer entre le Directeur Exécutif et le Président, ne pouvant pas excéder le terme du mandat du Président du Conseil d'administration de «IMMF» asbl. Le mandat du Directeur Exécutif est renouvelable.

Le mandat de Directeur Exécutif est gratuit, mais les frais (voyage et séjour) relatifs aux déplacements effectués dans le cadre de l'exercice de son mandat lui sont remboursés, dans les limites du budget de «IMMF» asbl.

En plus de ses tâches, le Directeur Exécutif assure le suivi des travaux administratifs de «IMMF» asbl. Le Conseil d'Administration déterminera les conditions de l'éventuelle délégation de pouvoirs à accorder au Directeur Exécutif en vue de la gestion des affaires financières et dépenses à effectuer pour compte de «IMMF» asbl.

Le Directeur Exécutif n'a qu'une voix consultative lors des discussions au sein de tout organe quelconque de «IMMF» asbl.

Le Directeur Exécutif, sur décision du Conseil d'Administration de «IMMF» asbl, peut bénéficier d'un secrétariat qui se chargera des travaux administratifs de «IMMF» asbl, sous la responsabilité du Directeur Exécutif, respectivement du Conseil d'Administration, exception faite des matières réservées au Conseil d'Administration lui-même.

**Art. 11. Commissions.** Le Conseil d'Administration peut composer des Commissions Permanentes ou Ad Hoc.

Les Commissions ont un rôle consultatif et peuvent être formées par des membres du Conseil d'administration de «IMMF» asbl et par des tiers. Elles se réunissent autant de fois que leur objet l'exige.

Chaque Commission élit son Président parmi l'un de ses membres. Si le Président ne peut pas assister aux réunions, la présidence est assurée par un président élu lors de la réunion.

Les Commissions Permanentes sont compétentes uniquement pour les attributions approuvées par le Conseil d'Administration de «IMMF» asbl, qui peut modifier ces attributions ou dissoudre la Commission Permanente à tout moment.

**Art. 12. Actions de Solidarité.** Sur proposition du Président du Conseil d'Administration de «IMMF» asbl, l'Assemblée Générale de «IMMF» asbl peut décider d'actions de solidarité pour permettre à certains membres ou futurs membres, d'avoir accès à une assistance technique ou autre dans les meilleures conditions afin de favoriser la collaboration de tels membres avec les autres membres de «IMMF» asbl.

Une telle action de solidarité doit être financée par les membres de «IMMF» asbl par le biais d'un paiement additionnel obligatoire, distinct du paiement de la cotisation annuelle. Les fonds récoltés seront exclusivement consacrés aux actions de solidarité décidées par le Directeur Exécutif et devront être utilisés séparément et traités séparément dans les comptes de «IMMF» asbl par rapport aux droits de cotisation et d'entrée annuels.

### Partie III. Budget et comptes de IMMF asbl

**Art. 13. Recettes de IMMF asbl.** Les recettes de «IMMF» asbl sont composées de la manière suivante:

- Les cotisations annuelles payées par les membres;
- Les dons, legs et subventions que l'association pourra recevoir dans les conditions prévues par la loi modifiée du 21 avril 1928;
- Les autres sources de financement provenant des tierces parties dans les cas où ces sources de financement ne créent pas de conflits d'intérêts avec les objectifs de «IMMF» asbl;
- Les recettes issues d'activités de collecte de fonds incluant notamment le sponsoring, mais aussi les recettes issues de l'organisation d'événements tenus sous l'égide de «IMMF» asbl, à condition que ces activités ne constituent pas une ingérence dans les actions nationales des membres de l'association;

**Art. 14. Cotisations.** Le Conseil d'administration fixe pour chaque année civile le montant de la cotisation annuelle. La cotisation annuelle se situera entre 30 euros et 2.000 euros.

Si le membre adhère à «IMMF» asbl en cours d'année, sa cotisation sera calculée au pro rata.

Les cotisations doivent avoir été réglées au plus tard dans les trois mois suivant le début de l'exercice pour lequel elles sont dues.

Les membres qui n'ont pas payé leur cotisation en entier avant le début de la tenue l'Assemblée Générale ne seront pas admis à participer aux décisions de l'Assemblée, sauf si une décision contraire a été prise par le Conseil d'Administration ou son Président pour une situation exceptionnelle et sur requête du membre concerné. De plus, ce membre ne pourra, en aucun cas, désigner de candidat pour siéger au Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut aussi proposer à l'Assemblée Générale l'exclusion définitive du membre dont les arriérés de cotisation échues excèdent deux ans.

**Art. 15. Approbation du Budget.** Le budget annuel de «IMMF» asbl pour l'exercice suivant doit être proposé chaque année par le Conseil d'Administration, puis soumis à l'Assemblée Générale aux fins d'approbation pour l'année comptable suivante. Le Président du Conseil d'administration de «IMMF» asbl garde le droit, sur base exceptionnelle, de réviser le budget de l'année fiscale en cours. Cette décision est soumise à ratification par l'Assemblée Générale pendant l'année comptable en cours,

**Art. 16. Vérification des comptes.** Les comptes de «IMMF» asbl sont contrôlés annuellement par deux réviseurs de caisse qui sont nommés par l'Assemblée Générale et qui ne sont pas membres du Conseil d'administration de «IMMF» asbl.

Deux réviseurs de caisse suppléants peuvent être nommés dans les mêmes conditions.

L'Assemblée Générale peut désigner un réviseur professionnel externe pour assister les réviseurs de caisse susmentionnés.

Il incombe aux réviseurs de caisse de vérifier l'utilisation et les investissements des fonds en relation avec le budget de «IMMF» asbl et de soumettre un rapport sur ses vérifications à l'Assemblée Générale des membres de «IMMF» asbl.

Les réviseurs de caisse doivent se réunir au moins une fois par an sur initiative du Président du Conseil d'Administration.

Les réviseurs de caisse ne participent pas aux réunions du Conseil d'Administration mais peuvent, sur demande, lui présenter des observations.

A la fin de chaque exercice, le Conseil d'Administration fait un rapport à l'Assemblée Générale sur son administration financière pendant l'exercice qui s'est écoulé depuis la réunion précédente de l'Assemblée générale ordinaire.

Par approbation de leur rapport par l'Assemblée Générale, les réviseurs de caisse obtiennent décharge de leur responsabilité.

**Art. 17. Réviseurs Externes.** L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, peut nommer, pour un mandat d'un ou plusieurs exercices comptables, un réviseur externe pour vérifier les comptes de «IMMF» asbl.

#### Partie IV. Dispositions finales

**Art. 18. Participation aux réunions des organes statutaires de l'IMMF.** La participation aux réunions des différents organes statutaires est strictement limitée aux membres desdits organes, ainsi que, lorsque l'occasion s'y prête, aux observateurs pour lesquels les statuts prévoient la possibilité d'inviter des observateurs externes.

Le Président de chaque organe a le droit d'inviter n'importe quelle personne à participer aux débats, mais exclusivement en ce qui concerne l'ordre du jour de la réunion.

**Art. 19. Langues.** La langue courante de «IMMF» asbl est l'anglais.

Le français, l'allemand, l'italien, l'espagnol et toutes les autres langues des Nations Unies sont des langues de travail équivalentes, pour autant que possible, surtout concernant les réunions de l'Assemblée Générale, du Conseil d'Administration et des Commissions Permanentes.

Pour ces réunions un système de traduction simultanée sera le cas échéant prévu aussi souvent que possible en fonction des ressources techniques et financières de «IMMF» asbl.

**Art. 20. Sanctions.** Tout membre violant les dispositions des présents statuts, ou qui est coupable d'enfreindre les principes professionnels établis par «IMMF» asbl est invité à se présenter devant le Conseil d'Administration pour lui présenter ses explications. Si nécessaire, ce dernier peut renvoyer l'affaire devant l'Assemblée Générale en vue de l'exclusion éventuelle du membre.

Le Conseil d'Administration peut aussi proposer à l'Assemblée Générale des sanctions qui, conformément à la gravité de la violation ou de l'infraction à sanctionner, sont: avertissement, le rappel à l'ordre, la censure, et l'exclusion temporaire ou définitive de «IMMF» asbl, L'Assemblée Générale se prononcera sur la sanction éventuelle.

**Art. 21. Modification des Statuts.** Toute modification des statuts se fait suivant les dispositions des articles 4, 8 et 9 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

Les présents statuts ne peuvent être modifiés que sur proposition du Conseil d'Administration ou d'au moins un tiers (1/3) des organisations membre, et ces propositions de modifications doivent être déposées auprès du Président du Conseil d'Administration au plus tard trois mois avant la date de l'Assemblée Générale.

Les propositions d'amendements additionnels doivent être communiquées aux organisations membre par le biais du Président du Conseil d'administration de «IMMF» asbl au moins deux mois avant la date de l'Assemblée Générale organisée à cet effet.

Pour l'adoption des propositions d'amendement des Statuts, elles doivent être approuvées par ladite Assemblée Générale par une majorité telle que prévue à l'article 8 de la loi du 21 avril 1928.

**Art. 22. Traduction des Statuts.** Sur base des présents Statuts, qui ont été adoptés en Français et dont le texte est la seule base pour les interprétations ultérieures, le Président du Conseil d'administration fera circuler aux membres des traductions officielles dans d'autres langues sur demande du Conseil d'Administration, ou de l'Assemblée Générale, aux frais de «IMMF» asbl.

#### Art. 23. Résolutions par l'IMMF.

a) A l'exception des affaires purement administratives toutes décisions prises conformément aux dispositions des présents statuts et communiquées aux membres ont valeur de seules recommandations.

b) «IMMF» asbl a le pouvoir d'établir des règles obligatoires concernant l'utilisation des acronymes «IMMF» et/ou «MMF» ou «International Music Managers Forum» ou «Music Managers Forum». Toute organisation qui souhaite utiliser ces termes doit observer ces règles.

**Art. 24. Démission.** Tout membre souhaitant se retirer de «IMMF» asbl doit présenter sa démission à l'Assemblée Générale, après avoir notifié cette démission au Président du Conseil d'Administration par lettre recommandée au moins six (6) mois avant ladite Assemblée Générale.

**Art. 25. Dissolution.** La dissolution de «IMMF» asbl peut être décidée conformément aux termes de l'article 20 de la loi du 21 avril 1928.

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale désignera une commission spéciale pour déterminer la manière dont les comptes de «IMMF» asbl seront liquidés. Le Conseil d'Administration fera fonction de liquidateur. Après apurement du passif, l'excédent éventuel sera affecté à une ou plusieurs associations sans but lucratif luxembourgeoises ou à un ou plusieurs établissements publics luxembourgeois dont l'objet social a trait à la promotion de la création d'artistes musiciens et qui seront désignés par l'Assemblée Générale.

**Art. 26. Divers.** Pour toutes les matières non réglées par les présents statuts, il est fait référence à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif telle que modifiée.

Adoptée à l'Assemblée constituante en sa réunion du 7 février 2014.

- Olivier Toth, directeur, demeurant à L-8028 Strassen, 44, rue Mathias Goergen, de nationalité luxembourgeoise, né le 16 décembre 1971,

- Volker Jürgen May, commerçant, demeurant à D-42489 Wülfrath, Flandersbach 26, de nationalité allemande, né le 4 juillet 1956,

- Didier Karl Zerath, manager, demeurant à F-75019 Paris, 14, rue de Thionville, de nationalité française, né le 27 mai 1955.

Signatures.

Référence de publication: 2014031769/341.

(140034678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

### S III Projects S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 184.783.

#### — STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the sixth of February.

Before Us, Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

FREO Group S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6D, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B. 181015,

here represented by Mrs Rachel UHL, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Senningerberg under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the mandatory and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated herein-above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), which is hereby incorporated:

#### I. Name - Registered office - Object - Duration

**Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name "S III Projects S.à r.l." (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10<sup>th</sup>, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

#### **Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which shall be adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. In the event that the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

### **Art. 3. Object.**

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such equity stake. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other way any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or the obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company shall not carry out any regulated activities of the financial sector.

3.3. The purpose of the Company includes in particular the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to immovable properties, including the direct or indirect holding of equities in Luxembourg or foreign companies, having as principal object the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

## **II. Capital - Shares**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600) represented by twelve thousand six hundred (12,600) shares in registered form with a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced on one or more occasions by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

### **Art. 6. Shares.**

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. The Company's shares are indivisible as only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative in their dealings with the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non- shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. Prior to the transfer of all or part of his shares, any partner must notify such transfer to the Company. The general meeting of partners may resolve that all or part of the offered shares shall be assigned, according to the terms and conditions set for the proposed transfer:

- a) to the Company, within the limits set forth by the law,
- b) to other partner(s), or
- c) to a designated third party

6.5. Shareholder may request the Company to redeem all or part of his shares. Any redemption request from a partner shall be submitted to the prior approval of the general meeting of partners which may resolve that all or part of such shares shall be assigned:

- a) to the Company, within the limits set forth by the law,

- b) to other shareholder(s), or
- c) to a designated third party.

6.6. All or part of the shares of a shareholder may have to be redeemed by the company if such shares have been transferred in violation of clause 6.3 or 6.4 above.

6.7. All and any shares redeemed in accordance with clause 6.5 or 6.6 above shall be cancelled forthwith and all rights attached thereto shall be extinguished.

6.8. A share register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.9. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

### III. Management - Representation

#### Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which set the term of their office. If there are more managers they are classified into class A managers and class B managers. The manager(s) do not need to be shareholder(s).

7.2. The managers, and each of them, may be dismissed ad nutum (without any reason).

#### Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there is more than one manager, by any manager of category A and any category B manager acting jointly.

#### Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon the call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in the case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, or by facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager of the Company may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager of the Company as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting. Notwithstanding the previous sentence, all managers shall be physically present in Luxembourg in order to attend a meeting of the board of managers at least once a year.

9.7. In lieu of a meeting of the managers, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

**Art. 10. Representation.** The Company shall be bound towards third parties in all matters or by the sole signature of the sole manager or in case of plurality of managers, by the joint signatures of any category A manager and any category B manager or by the single or joint signature(s) of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles

**Art. 11. Liability of the managers.** The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

#### IV. General meetings of shareholders

##### Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate with its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

##### Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all shareholders in writing, whether in original or by facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. Notwithstanding article 13.2 of these Articles, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

#### V. Annual accounts - Allocation of profits

##### Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and end on the thirty-first day of December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all of the Company's commitments and the indebtedness of the managers, the statutory auditor(s) (if applicable) and shareholders to the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

##### Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses, represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the prior financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and amounts to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole shareholder or the general meeting of shareholders; and
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

#### VI. Dissolution - Liquidation

16.1 In the event of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of multiple shareholders, to the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder of the Company.

#### VII. General provision

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

##### *Transitory provision*

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2014.

### *Subscription - Payment*

Thereupon, FREO Group S.à r.l., named and represented as stated above, declares to subscribe for twelve thousands and six hundred (12,600) shares in registered form, each with a par value of one euro (EUR 1), and to fully pay for such shares by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600), so that such amount of twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately thousand five hundred euro.

### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital, has passed the following resolutions:

1. The following person is appointed as manager of the Company for an indefinite period:

- Mr Erwan LE BERRE, Managing Director, born on November 17<sup>th</sup>, 1972 in Bourges, France, with business address at L-2633 Senningerberg, 6d, route de Trèves,

2. The registered office of the Company is established at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version and in the case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn-up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

### **The German Translation follows**

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am sechsten Februar.

Vor Uns, Maître Joseph ELVINGER, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

#### **IST ERSCHIENEN:**

FREO Group S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 181015,

hier vertreten durch Rachel UHL, Angestellte, mit Berufsadresse in Luxemburg, aufgrund von einer Vollmacht die in Senningerberg ausgestellt wurde.

Diese Vollmacht, nachdem sie vom Bevollmächtigten und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet wurde, bleibt dieser Urkunde zum Zweck der Registrierung beigegeben.

Welcher Kompartment, handelnd wie vorstehend, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée"), die hiermit gegründet wird, wie folgt zu dokumentieren:

#### **Bezeichnung - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer**

**Art. 1. Bezeichnung.** Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") unter der Bezeichnung "S III Projects S.à r.l." (nachstehend die Gesellschaft) gegründet, die der Luxemburger Gesetzgebung unterliegt, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert (nachstehend das Gesetz), sowie gegenwärtiger Satzung (nachstehend die Satzung).

#### **Art. 2. Gesellschaftssitz.**

2.1. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Niederanven, im Großherzogtum Luxemburg. Er kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Des weiteren kann der Sitz durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.2. Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft errichtet werden. Sollte der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschließen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind, und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit am Sitz der Gesellschaft, oder die Verbindung derselben mit dem Ausland behindern würden oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis zur vollständigen Wiederherstellung normaler

Verhältnisse. Derartige provisorische Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der provisorischen Sitzverlegung des Gesellschaftssitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

### **Art. 3. Gesellschaftszweck.**

3.1. Der Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen in irgendwelcher Form an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, Rentenwerte, Geldmarkteinlagen und andere Schuldtitel aller Art durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder sonstwie erwerben, und im Allgemeinen alle Wertschriften und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Sie kann an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht aller Gesellschaften oder Unternehmen teilnehmen. Des weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Bestands von Patenten oder anderen geistigen Eigentumsrechten jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeder Art aufnehmen, außer auf dem Wege von öffentlichen Angeboten. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierung, Schuldscheine, Anleihen und Rentenwerte, sowie jede Art von Schuldtiteln und/oder Dividendenpapieren ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel verleihen, einschließlich, ohne Begrenzung, die Erlöse aus Kreditverbindlichkeiten und/oder Emissionen von Schuldoder Dividendenpapieren an ihre Zweigunternehmen, angegliederte Gesellschaften und/oder jede andere Gesellschaft. Die Gesellschaft kann in Bezug auf ihr gesamtes oder teilweises Vermögen ebenfalls Sicherheiten leisten; sie kann verpfänden, übertragen, belasten oder sonstwie Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und Vereinbarungen und/oder den Verpflichtungen und Vereinbarungen jeder anderen Gesellschaft nachzukommen, und sie im Allgemeinen zu eigenem Nutzen und/oder zum Nutzen jeder anderen Gesellschaft oder Person abzusichern. In keinem Fall wird die Gesellschaft regulierten Aktivitäten des Finanzsektors nachgehen.

3.3. Der Zweck der Gesellschaft umfasst insbesondere den Erwerb, die Entwicklung, Förderung, Verkauf, Verwaltung und / oder Vermietung von Immobilien entweder im Großherzogtum Luxembourg oder im Ausland sowie alle Vorgänge im Zusammenhang mit unbeweglichem Vermögen, einschließlich der direkte oder indirekte Beteiligung von Aktien in Luxemburg oder ausländischen Gesellschaften, die als Hauptaufgabe der Erwerb, die Entwicklung, Förderung, Verkauf, Verwaltung und /oder Vermietung von Immobilien.

3.4. Die Gesellschaft darf alle Handels-, Finanz- und Gewerbetätigkeiten, die dazu bestimmt sind, ihren Gesellschaftszweck zu fördern oder die sich auf ihren Gesellschaftszweck beziehen.

### **Art. 4. Dauer.**

4.1. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

4.2. Die Gesellschaft kann nicht aufgelöst werden wegen einem Sterbefall, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder ähnlichen Vorkommnissen, die einen oder mehrere Gesellschafter betreffen.

## **II. Kapital - Gesellschaftsanteile**

### **Art. 5. Kapital.**

5.1. Das Kapital der Gesellschaft ist auf zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600) festgelegt und besteht aus zwölftausendsechshundert (12.600) Namensanteilen mit einem Nennwert je Gesellschaftsanteil von einem Euro (EUR 1); alle Gesellschaftsanteile sind gezeichnet und voll eingezahlt.

5.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann bei einem oder mehreren Anlässen durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder, gegebenenfalls, durch die Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, erhöht oder vermindert werden.

### **Art. 6. Gesellschaftsanteile.**

6.1. Jeder Gesellschaftsanteil erteilt dem Besitzer ein Anrecht auf einen Bruchteil der gemeinschaftlichen Vermögenswerte und Gewinne der Gesellschaft in unmittelbarem Verhältnis zu der Anzahl der bestehenden Gesellschaftsanteile.

6.2. Die Anteile der Gesellschaft sind unteilbar, da je Gesellschaftsanteil nur ein Besitzer anerkannt wird. Gemeinschaftliche Eigentümer haben eine einzige Person zu ihrem Vertreter für ihre Beziehungen mit der Gesellschaft zu ernennen.

6.3. Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern oder, im Falle eines Alleingesellschafters, an Dritte frei übertragbar. Falls die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter hat, unterliegt die Übertragung von Anteilen an Nicht-Gesellschafter der vorherigen Zustimmung der Hauptversammlung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft vertreten.

Eine Anteilsübertragung bindet die Gesellschaft oder Dritte nur infolge einer Mitteilung an die, oder einer Billigung seitens der Gesellschaft, gemäß Artikel 1690 des Bürgerlichen Rechts.

Bezüglich aller anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des Gesetzes hingewiesen.

6.4. Vor der Übertragung der Gesamtheit oder eines Teils seiner Anteile muss jeder Gesellschafter dies der Gesellschaft mitteilen. Die Hauptversammlung der Gesellschafter kann beschließen, dass alle oder ein Teil der angebotenen Aktien zugeteilt werden, gemäß den folgenden Bestimmungen und Bedingungen an,

a) die Gesellschaft unter Berücksichtigung der Einschränkungen durch das Gesetz

- b) auf andere Gesellschafter oder
- c) an einen bestimmten Dritten

6.5. Der Gesellschafter kann die Rücknahme alle oder einen Teil der seiner Aktien anfragen. Rücknahmeanträge eines Gesellschafters benötigen die Zustimmung der Hauptversammlung der Gesellschafter, diese beschließen, dass alle oder einen Teil der Aktien zugeordnet werden sollen.

- a) an die Gesellschaft, unter Berücksichtigung der Einschränkung durch das Gesetz
- b) auf andere Gesellschafter oder
- c) zu einem bestimmten Dritten

6.6. Alle oder einen Teil der Anteile des Gesellschafters kann von der Gesellschaft zurückgenommen werden, wenn diese Anteile mit Verletzung von Ziffer 6.3 oder 6.4 übertragen wurden.

6.7. Alle Anteile die gemäß Punkt 6.5 oder 6.6 eingelöst wurden können unverzüglich gelöscht werden und alle rechte erlöschen.

6.8. Am Sitz der Gesellschaft wird gemäß den Bestimmungen des Gesetzes ein Anteilsregister aufbewahrt, das von jedem Gesellschafter, der dies verlangt, eingesehen werden kann.

6.9. Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

### III. Verwaltung - Vertretung

#### Art. 7. Verwaltungsrat.

7.1. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geleitet, der aus einem oder mehreren Geschäftsführern zusammengesetzt ist, welche als solche durch einen Beschluss der Gesellschafter, der ihre Amtszeit festlegt, bezeichnet werden. Falls es mehrere Geschäftsführer gibt sind diese eingeteilt in Kategorie A Geschäftsführer und Kategorie B Geschäftsführer.

Der(die) Geschäftsführer muss(en) kein(e) Gesellschafter sein.

7.2. Die Geschäftsführer, und jeder einzelne von ihnen, können ad nutum vom Amt abgesetzt werden (ohne jeden Grund).

#### Art. 8. Vollmachten des Verwaltungsrates.

8.1. Alle Vollmachten, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, fallen unter den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates, der alle Befugnisse hat, um alle Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu bestätigen, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft übereinstimmen.

8.2. Besondere und begrenzte Vollmachten können für bestimmte Angelegenheiten vom alleinigen Geschäftsführer, oder im Falle von mehreren Geschäftsführern, von einem Geschäftsführer der Kategorie A und einem Geschäftsführer der Kategorie B gemeinsam, an einen oder mehrere Vertreter übertragen werden, die keine Gesellschafter zu sein brauchen.

#### Art. 9. Vorgehensweise.

9.1. Der Verwaltungsrat tritt so oft am Ort, der in den Einberufungsschreiben angegeben ist, zusammen wie die Interessen der Gesellschaft es verlangen, oder auf Einberufung eines Geschäftsführers.

9.2. Schriftliche Mitteilung über jede Verwaltungsratssitzung ergeht mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem Tag der Sitzung an alle Geschäftsführer, außer in einem Notfall, in welchem Fall die Art dieser Umstände im Einberufungsschreiben für die Verwaltungsratssitzung anzugeben ist.

9.3. Ein Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft in einer Sitzung anwesend oder vertreten sind und erklären, über die Sitzung rechtmäßig informiert worden zu sein und die Tagesordnung zu kennen. Es kann von jedem Mitglied des Verwaltungsrats der Gesellschaft per Brief, Faksimile oder Email auf das Einberufungsschreiben verzichtet werden.

9.4. Jeder Geschäftsführer der Gesellschaft kann an jeder Verwaltungsratssitzung teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer der Gesellschaft zu seinem Vertreter bestellt.

9.5. Der Verwaltungsrat kann nur gültig tagen und beschließen, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden gültig mit der Mehrheit der Stimmen gefasst. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die von allen in der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet sind.

9.6. Jeder Geschäftsführer kann über Telefon oder Videokonferenz oder durch jedwede andere, ähnliche Kommunikationsmittel an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, die allen Personen, die an der Sitzung teilnehmen, ermöglichen, einander zu hören und miteinander zu sprechen. Die Teilnahme an einer Sitzung durch diese Mittel ist gleich einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Ungeachtet des vorhergehenden Satzes haben alle Geschäftsführer in Luxemburg mindestens einmal jährlich persönlich anwesend zu sein, um an einer Sitzung des Verwaltungsrates teilzunehmen.

9.7. In Dringlichkeitsfällen sind Zirkularbeschlüsse, die von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind, ebenso gültig und verbindlich wie Beschlüsse, die in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Sitzung gefasst wurden. Diese

Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Exemplaren eines gleichlautenden Beschlusses geleistet, und schriftlich oder per Faksimile bescheinigt werden.

**Art. 10. Vertretung.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft in allen Angelegenheiten durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder im Fall von mehreren Geschäftsführern durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der A Kategorie und eines Geschäftsführers der B Kategorie oder durch die einzelne oder gemeinsame Unterschrift aller vertretungsbefugten Personen, an die eine solche Zeichnungsvollmacht gemäß Abschnitt 8.2. dieser Satzung gültig übertragen wurde, rechtlich verpflichtet.

**Art. 11. Verpflichtung der Geschäftsführer.** Die Geschäftsführer sind durch ihr Amt nicht persönlich haftbar für Verpflichtungen, die sie im Namen der Gesellschaft gültig eingegangen sind, unter der Bedingung, dass solche Verpflichtungen in Übereinstimmung mit gegenwärtiger Satzung sowie den anwendbaren Bestimmungen des Gesetzes sind.

#### IV. Hauptversammlungen der Aktionäre

##### Art. 12. Vollmachten und Stimmrechte.

12.1. Der Alleingesellschafter übernimmt alle Vollmachten, die vom Gesetz der Hauptversammlung der Gesellschafter übertragen werden.

12.2. Jeder Gesellschafter besitzt Stimmrechte, die im Verhältnis zur Anzahl seiner Anteile stehen.

12.3. Jeder Gesellschafter kann eine natürliche Person oder Rechtspersönlichkeit per Brief, Faksimile oder Email zu seinem Bevollmächtigten bestellen um ihn bei den Hauptversammlungen der Gesellschafter zu vertreten.

##### Art. 13. Form - Beschlussfähige Anzahl - Mehrheit.

13.1. Falls die Anzahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, können ihre Entscheidungen durch Zirkularbeschluss gefasst werden, dessen Text schriftlich, sei es im Original oder über Faksimile oder Email, an alle Gesellschafter geschickt wird. Die Gesellschafter geben ihre Stimme durch Unterzeichnung des Zirkularbeschlusses ab. Die Unterschriften der Gesellschafter können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Exemplaren eines gleichlautenden Beschlusses geleistet werden, und per Brief oder per Faksimile bescheinigt werden.

13.2. Kollektivbeschlüsse sind nur gültig, wenn sie von Gesellschaftern gefasst werden, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals besitzen.

13.3. Ungeachtet von Artikel 13.2. gegenwärtiger Satzung können Beschlüsse in Bezug auf Abänderungen der Satzung oder in Bezug auf die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft nur mit der Stimmenmehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel (3/4) des Stammkapitals der Gesellschaft besitzen, gefasst werden.

#### V. Jahresabschluss - Gewinnzuteilung

##### Art. 14. Geschäftsjahr.

14.1. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jedes Jahr am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember.

14.2. In Bezug auf das Ende des Geschäftsjahres der Gesellschaft hat der Verwaltungsrat jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft, sowie das Inventar, einschließlich der Angabe des Wertes der Aktiva und Passiva der Gesellschaft, zu erstellen, mit einem Anhang, der alle Verpflichtungen der Gesellschaft zusammenfasst, und die Verbindlichkeiten der Geschäftsführer, des oder der Rechnungskommissare (falls anwendbar) und der Gesellschafter der Gesellschaft zusammenfasst.

14.3. Jeder Gesellschafter kann das obengenannte Inventar und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

##### Art. 15. Gewinnverteilung.

15.1. Der in den Jahreskonten aufgeführte Bruttogewinn der Gesellschaft, nach Abzug der Allgemeinkosten, Tilgungen und Kosten, stellt den Nettogewinn dar. Ein Betrag gleich fünf Prozent (5 %) des Nettogewinns der Gesellschaft wird der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese zehn Prozent (10 %) des Grundkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

15.2. Die Hauptversammlung der Gesellschafter kann nach freiem Ermessen über den Überschuss verfügen. Insbesondere kann sie den Gewinn zu einer Dividendenzahlung freigeben oder sie der Rücklage zuweisen oder auch als Saldo vortragen.

15.3. Jederzeit können Zwischendividenden unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

- (i) ein Kontenauszug oder ein Inventar oder Bericht wird vom Verwaltungsrat erstellt;
- (ii) dieser Kontenauszug, dieses Inventar oder dieser Bericht zeigen, dass genügend Geldmittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; wohlverstanden darf der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres realisierten Gewinne, zuzüglich der vorgetragenen Gewinne und der ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich der vorgetragenen Verluste und der Beträge, die der gesetzlichen Rücklage zuzuführen sind, nicht übersteigen;
- (iii) die Entscheidung zur Zahlung von Zwischendividenden wird vom einzigen Gesellschafter oder von der Hauptversammlung der Gesellschafter getroffen, und
- (iv) eine Zusicherung wurde gegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft nicht gefährdet sind.

## VI. Auflösung - Liquidation

16.1. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, die keine Gesellschafter zu sein brauchen, und die durch einen Beschluss des Alleingeschäfters oder der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannt werden, die ihre Vollmachten und Vergütung bestimmt. Falls in dem Beschluss des oder der Gesellschafter, oder durch ein Gesetz, nichts Anderes vorgesehen ist, sind die Liquidatoren mit den weitgehendsten Vollmachten für die Realisierung der Vermögenswerte und die Zahlung der Verpflichtungen der Gesellschaft versehen.

16.2. Der Überschuss aus der Realisierung der Vermögenswerte und Zahlung der Verpflichtungen der Gesellschaft wird an den Gesellschafter gezahlt oder, im Falle mehrerer Gesellschafter, an die Gesellschafter im Verhältnis zu der Anzahl der Anteile, die sie in der Gesellschaft besitzen.

## VII. Allgemeine Bestimmung

17. Es wird auf die Bestimmungen des Gesetzes in Bezug auf alle Angelegenheiten verwiesen, die nicht ausdrücklich in gegenwärtiger Satzung aufgeführt werden.

### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag dieser Urkunde und endet am 31. Dezember 2014.

### *Zeichnung - Zahlung*

Daraufhin erklärt FREO Group S.à r.l., vorgenannt und vertreten wie vorstehend angegeben, zwölftausendsechshundert (12.600) Gesellschaftsanteile in Namensform zu zeichnen, jede mit einem Nennwert von ein Euro (EUR 1), und diese Gesellschaftsanteile vollständig durch Barzahlung mit einem Betrag von zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600) einzuzahlen, so dass der genannte Betrag von zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600) somit zur Verfügung der Gesellschaft steht, wie dem unterzeichneten Notar bescheinigt wurde, der dies ausdrücklich bestätigt.

### *Kosten*

Die Ausgaben, Kosten, Gebühren und Auslagen jeder Art, die von der Gesellschaft aus Gründen ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf ungefähr tausend fünf hundert Euro geschätzt.

### *Beschlüsse des Alleingeschäfters*

Sofort nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleingeschäfters der Gesellschaft, der das gesamte gezeichnete Stammkapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Folgende Person wird auf unbestimmte Zeit zum Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

- Herr Erwan LE BERRE, Manager, geboren am 17. November 1972 in Bourges, (Frankreich), geschäftsansässig in L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves,

2. Der Sitz der Gesellschaft ist L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Antrag des vorstehenden Kompartenten gegenwärtige Urkunde auf Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer Fassung in deutscher Sprache, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Fassung überwiegt.

WORÜBER Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Und nach Verlesung an die Bevollmächtigte des Kompartenten hat diese zusammen mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Signé: R. UHL, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 10 février 2014. Relation: LAC/2014/6283. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur la demande.

Luxembourg, le 24 février 2014.

Référence de publication: 2014031927/466.

(140035774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

---

### **INBC S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7792 Bissen, 8, Cité Souvignier.

R.C.S. Luxembourg B 29.679.

L'an deux mille treize, le trente décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme régie par les lois du Luxembourg "INBC S.A.", établie et ayant son siège social à L-2419 Luxembourg, 8, rue Fort Reinsheim, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 29679 (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Camille MINES, notaire alors de résidence à Clervaux, en date du 30 décembre 1988, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 116 du 28 avril 1989,

et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 30 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2680 du 26 octobre 2013.

L'assemblée est présidée par Madame Manette OLSEM, diplômée ès sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi.

Le Président désigne Monsieur Jean-Marie POOS, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, comme secrétaire.

L'assemblée choisit Monsieur Luc BRAUN, diplômée ès sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1. Transfert du siège social de la société dans la commune de Bissen et fixation du siège social au 8, Cité Souvignier, L-7792 Bissen.

2. Modification subséquente de l'article 2 et de l'article 17 des statuts.

B) Que l'actionnaire unique représenté, ainsi que le nombre d'actions possédées par lui, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que l'intégralité du capital social étant présente et que l'actionnaire unique, présent, déclare avoir été dûment notifié et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

D) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale extraordinaire, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la Société de Luxembourg à L-7792 Bissen, 8, Cité Souvignier.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide modifier subséquemment le premier alinéa de l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2.** Le siège social de la société est établi dans la commune de Bissen (Grand-Duché de Luxembourg), il pourra être transféré à l'intérieure de la commune par simple décision du Conseil d'Administration et en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires."

*Troisième résolution*

Afin de mettre les statuts en conformité avec es dispositions légales en vigueur, l'assemblée décide de fixer l'assemblée générale annuelle au troisième mercredi du mois de juin à 14.00 heures et de modifier en conséquence l'article 17 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 17.** L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires se tiendra le troisième mercredi du mois de juin à 14.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit."

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'assemblée.

*Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à neuf cent vingt euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. OLSEM, J-M. POOS, L. BRAUN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 janvier 2014. LAC/2014/308. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 14 février 2014.

Référence de publication: 2014031775/67.

(140035378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

**SAP Green Business S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 179.908.

L'an deux mille quatorze.

Le vingt février.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SAP GREEN BUSINESS S.A., avec siège social à L-9990 Weiswampach, 62, Duarrefstrooss, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 179.908 (NIN 2013 2216 992),

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 27 août 2013, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2574 du 16 octobre 2013,

au capital social de trente-et-un mille Euros (€ 31.000.-), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix Euros (€ 310.-) chacune, entièrement libérées.

La séance est présidée par Madame Peggy Simon, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt,

qui se nomme elle-même comme scrutateur et qui désigne comme secrétaire Madame Mariette Schou, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt.

Le bureau étant ainsi constitué, Madame le Président expose et prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre des actions détenues par chacun d'eux ressortent d'une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant, et qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Il résulte de cette liste de présence que les cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix Euros (€ 310.-) chacune, représentant l'intégralité du capital souscrit sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1.- Transfert du siège social et fixation de la nouvelle adresse à L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons, Bureau 2.3.

2.- Modification du premier alinéa de l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2. (alinéa 1<sup>er</sup>).** Le siège de la société est établi à Wickrange."

Après approbation de ce qui précède par l'assemblée générale, celle-ci prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de transférer le siège de la société de Weiswampach à Wickrange et de fixer la nouvelle adresse à L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons, Bureau 2.3.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2. (alinéa 1<sup>er</sup>).** Le siège de la société est établi à Wickrange."

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, qui sont toutes connues du notaire par noms, prénoms, états et demeures, elles ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: P. SIMON. M. SCHOU, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 20 février 2014. Relation: ECH/2014/355. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 25 février 2014.

Référence de publication: 2014031948/50.

(140035039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

### **Kopernik S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 2, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 184.770.

#### — STATUTS

L'an deux mille quatorze, le onzième jour du mois de février;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

#### A COMPARU:

La société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois de l'Italie "Milano Fiduciaria S.r.l.", établie et ayant son siège social à I-20149 Milan, Via Correggio 3, (Italie), inscrite au Registro delle Imprese presso la C.C.I.A.A. de Milan, code fiscal et numéro d'inscription 06414490968 (numéro R.E.A. - (Repertorio Economico Administrativo) MI-1891424), ici représentée par Monsieur Luc BRAUN, diplômé ès sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts ont été arrêtés comme suit:

#### **I. Nom, Durée, Objet, Siège social**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "KOPERNIK S.A.", (ci-après la "Société").

Le siège social est établi dans la commune de Schuttrange (Grand-Duché de Luxembourg). Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est illimitée.

**Art. 2.** La Société a pour objet toutes opérations, transactions, prestations de services et autres activités en matière économique, commerciale et financière ainsi que toutes activités se rapportant à l'acquisition, la gestion, l'exploitation et la liquidation d'un patrimoine mobilier et immobilier; elle pourra notamment employer ses fonds à l'achat, la vente, l'échange, la location, la transformation, l'aménagement et la mise en valeur sous des formes quelconques de tous droits et biens mobiliers et immobiliers, bâtis et non bâtis, situés au Grand-Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays, tant pour son propre compte que pour le compte d'autrui; elle pourra encore réaliser toutes transactions, entreprises et opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières se rattachant à directement ou indirectement à son objet; elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit; elle pourra prendre et gérer toutes participations sous quelque forme que ce soit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés et effectuer toutes opérations susceptibles de favoriser directement ou indirectement son extension ou son développement.

Elle pourra en outre investir dans l'acquisition de marques, brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature que ce soit.

**Art. 3.** Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions. La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaires. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique (ou de tout autre actionnaire) n'entraîne pas la dissolution de la Société.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

**Art. 4.** La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Cependant, si la Société est constituée par un actionnaire unique ou s'il est constaté à une assemblée générale des actionnaires que

toutes les actions de la Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique jusqu'à la première assemblée générale annuelle suivant le moment où il a été remarqué par la Société que ses actions étaient détenues par plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut excéder six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 5.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence. En cas d'administrateur unique, tous les pouvoirs du conseil d'administration lui sont dévolus.

De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque forme que se soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou toute autre manière, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme ou toute autre manière.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Vis-à-vis des tiers la Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur unique ou bien, en cas de pluralité d'administrateurs, soit par la signature conjointe de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du président du conseil d'administration ou de l'administrateur-délégué.

**Art. 6.** La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut excéder six ans, rééligibles et toujours révocables.

**Art. 7.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 8.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier mercredi du mois de juin à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 9.** Les convocations pour les assemblées seront faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 10.** L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes avec l'approbation du commissaire aux comptes et en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 11.** La Société peut acquérir ses propres actions dans le cas et sous les conditions prévues par les articles 49-2 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915.

**Art. 12.** La loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Souscription et libération*

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les mille (1.000) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, la société "Milano Fiduciaria S.r.l.", pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

### Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

#### Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2015.
3. Exceptionnellement, le premier président peut être nommé par une résolution de l'actionnaire unique.

#### Résolutions prises par l'actionnaire unique

Et aussitôt, la partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
  2. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
    - a) Monsieur Luc BRAUN, diplômé ès sciences économiques, né à Luxembourg, le 24 septembre 1958, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi;
    - b) Monsieur Jean-Marie POOS, licencié en sciences économiques, né à Uccle, le 16 octobre 1966, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi;
    - c) La société anonyme "FIDESCO S.A.", établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B; sous le numéro 68578.
  3. Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée nomme Madame Evelyne GUILLAUME, diplômée ès sciences économiques, née à Luxembourg, le 7 octobre 1963, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, comme représentante permanente de l'administratrice ci-avant mentionnée sub c).
  4. La société à responsabilité limitée "EURAUDIT S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B; sous le numéro 42889, est nommée aux fonctions de commissaire aux comptes de la Société.
  5. Le siège social est établi à L-5365 Munsbach, 2, rue Gabriel Lippmann.
  6. Faisant usage de la faculté offerte par la disposition transitoire (3), l'assemblée nomme:
    - Monsieur Luc BRAUN, préqualifié, comme président du conseil d'administration, avec tous pouvoirs d'engager valablement la Société en toutes circonstances et sans restrictions par sa seule signature, et
    - Monsieur Jean-Marie POOS, préqualifié, aux fonctions d'administrateur-délégué, avec tous pouvoirs d'engager valablement la Société en toutes circonstances et sans restrictions par sa seule signature.
- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2017.

#### Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à neuf cent cinquante euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, ès-qualité qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. BRAUN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 février 2014. LAC/2014/7011. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 26 février 2014.

Référence de publication: 2014031806/152.

(140035655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

### **International Business Machines of Belgium, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-8308 Capellen, 89C, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 18.746.

#### EXTRAIT

Lors de la réunion du collège de gestion de International Business Machines of Belgium SPRL, société privée à responsabilité limitée de droit belge, ayant son siège social Avenue du Bourget 42, 1130 Bruxelles, inscrite au Registre des

personnes morales de Bruxelles sous le numéro 0405.912.336 (la "Société"), tenue en date du 13 février 2014, M. Frédéric Robin a été nommé aux fonctions de représentant permanent de la Succursale de la Société en remplacement de M. Pascal Lanser, avec effet immédiat et ce pour une durée illimitée.

Monsieur Robin dispose avec effet immédiat et pour une période indéterminée du pouvoir général de représenter la Succursale de la Société, en ce compris mais sans y être limité:

1. Signer la correspondance ayant trait aux pouvoirs énumérés ci-après;
2. Signer tous les contrats d'offre publique au nom de la Succursale;
3. Représenter la Succursale dans ses rapports avec tous les pouvoirs et organismes publics;
4. Représenter la Succursale dans ses rapports avec les organismes et institutions internationales et supranationales, notamment auprès de l'Union Européenne;
5. Recevoir ou retirer au nom de la Succursale, de la poste, de la douane, de toutes messageries et chemins de fer, les lettres, caisses, paquets, colis, recommandés ou non, chargés ou non, et ceux renfermant des valeurs déclarées; faire entrer et sortir tous produits; commettre tous agents et remplir toutes formalités, signer et émarger tous registres et documents quelconques, payer tous droits et taxes, demander tous dégrèvements et remises;
6. Recruter et engager tout travailleur ou membre du personnel pour la Succursale et signer tous contrats y afférents;
7. Assurer l'exécution des décisions du collège de gestion de la Société, en tant qu'elles ont trait à la Succursale;
8. En général, établir et signer tous documents et pièces, faire des déclarations, élire domicile, déléguer des pouvoirs partiellement pour des objets déterminés, et faire tout ce qui sera utile et nécessaire aux fins et effets ci-dessus.

Les pouvoirs de représentation octroyés à Monsieur Robin sont conférés pour un montant de ou une contre-valeur économique de maximum EUR 50.000.000 (cinquante millions euros) par opération.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2014.

*Pour International Business Machines of Belgium SPRL.*

Référence de publication: 2014032319/33.

(140035885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

---

### **Chall'O Music International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 75.883.

*Extrait des résolutions de l'administrateur unique prises en date du 24 février 2014*

En date du 24 février 2014, l'administrateur unique de la Société a pris la résolution suivante:

Le siège social de la Société est transféré de L-1330 Luxembourg, 34A, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2168 Luxembourg, 127, Rue de Mühlenbach, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2014.

La nouvelle adresse professionnelle de Monsieur François Georges sera la suivante à partir du 1<sup>er</sup> mars 2014: L-2168 Luxembourg, 127, Rue de Mühlenbach.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2014.

CHALL'O MUSIC INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2014034030/16.

(140038532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2014.

---

### **Matrix La Gaude S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 105.780.

Il résulte des décisions de l'associé unique de La Société, décidé par voie de résolutions en date du 4 février 2014:

1. Acceptation de la démission de Philip Gittins en tant que Administrateur de La Société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 mars 2014.

Référence de publication: 2014034835/11.

(140039173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

---